



LE MILITANT ROUGE

Organe
théorique & historique
des insurrections

SEPTEMBRE - OCTOBRE 1926

N° 10

PRIX 1 FR. 50

CAMÉLINAT, DIRECTEUR

SOMMAIRE

LA RÉDACTION. — <i>Notes politiques</i>	177
Marxisme et Insurrection.	
N. LÉNINE. — <i>La guerre de partisans</i>	181
Histoire des Insurrections Proletariennes.	
G. LAGRANGE. — <i>L'Insurrection bulgare de 1923 (d'après Thikhomirow) (fin)</i>	190
JÉRÔ VALDIER. — <i>Les enseignements de l'Insurrection bulgare de 1923</i>	194
J. ESNAULT. — <i>Une révolte de paysans en 1849</i>	203
LAFISSA REISSNER. — <i>Hambourg. — Sur la barricade</i>	209
L'Impérialisme et les Peuples Coloniaux.	
LABATROU. — <i>Au Maroc</i>	215
N. LÉNINE. — <i>La Chine renouée</i>	220

HORS-TEXTES ET ILLUSTRATIONS.

Abonnement, Un An : 16 fr., Six Mois : 8 fr. 50

Adresser la Correspondance à E. RENARD
1, Rue Séguier, PARIS 6^e
Chèque Postal 934-22



Le Militant Rouge

Organe théorique et historique des Insurrections

« Celui qui est contre la révolte, qui ne se prépare pas pour la révolte, celui-ci doit être rejeté sans pitié, en dehors des rangs des partisans de la Révolution. Celui-ci doit aller rejoindre les adversaires, les traitres ou les lâches, car le jour approche où les conditions de la lutte exigeront de nous que nous reconnaissons à ce signe nos amis et ennemis. »
LÉNINE.

Notes Politiques

Situation internationale

La révolution chinoise

Elle a fait de grands pas au cours des semaines écoulées. A sa tête marche hardiment le gouvernement de Canton, animé par le Kuo-Min-Tang où l'influence ouvrière est prédominante. La défaite de Ou-Pei-Fou et l'entrée des troupes nationales à Hankéou, centre ouvrier important et position stratégique de premier ordre (Hankéou est située à la croisée de deux grandes voies de communication : le fleuve bleu Yang-Tsé-Kiang et la voie de chemin de fer Pékin-Canton) renforce considérablement la situation du gouvernement populaire du Sud.

Les armées nationales du Nord (Feng-Yu-Shiang) qui s'étaient retirées en 1925 à l'Ouest de Pékin devant les forces combinées de Tshang-Tso-Lin et d'Ou-Pei-Fou, constituent sur les flancs du dictateur mardchou une menace permanente qui généra énormément son intervention contre les troupes cantonnaises.

Mais la Révolution chinoise n'a pas seulement à résoudre des problèmes intérieurs ; sa victoire sera surtout une victoire sur l'impérialisme mondial, à la tête duquel marche le plus rapace : l'impérialisme britannique. Celui-ci essaye de grouper autour de lui, en vue d'une intervention, le Japon et l'Amérique. Cette opération rencontre des difficultés. En attendant, l'Angleterre intervient seule. A Wan-Hsien, des centaines de chinois ont été massacrés par les anglais.

De plus, l'impérialisme français se joint à l'impérialisme anglais pour participer aux intrigues qui se nouent contre l'U. R. S. S., la seule puissance qui défende la lutte libératrice chinoise.

Il est évident que la Révolution chinoise ne vaincra qu'en étroite union avec le premier état prolétarien et avec la classe ouvrière internationale. Le prolétariat français doit soutenir de toutes ses forces la Révolution chinoise, il doit dévoiler les intrigues canailles que développe l'impérialisme français à Moukden, auprès de Tshang-Tso-Lin.

La grève des mineurs anglais

Les pourparlers se prolongent sans résultats. L'intransigeance patronale et gouvernementale est manifeste, la trahison des chefs trade-unionistes continue (approbation de Mac-Donald et Hodges à l'idée d'un tribunal d'arbitrage).

Malgré cela, l'héroïsme des mineurs reste intact. Leur ténacité commence à produire des résultats appréciables sur la situation économique et financière de l'Angleterre. Une véritable catastrophe s'annonce pour les jours prochains. Il est clair que la bourgeoisie anglaise utilisera tous les moyens pour liquider cette situation.

Seules la mise en mouvement de toutes les Trades-Unions et la solidarité internationale effective, pourraient résister au choc décisif.

Société des Nations

A l'occasion de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, Briand a prononcé un « vibrant appel » à la fraternité des peuples. A l'instant même où ces paroles de paix étaient prononcées, un Etat membre de la S. D. N., l'Angleterre, massacrait des centaines de citoyens d'un autre Etat membre également de la S. D. N., la Chine (Massacre de Wan-Hsien), la France poursuivait les guerres du Maroc et de Syrie, l'Italie faisait manœuvrer ses milices à la frontière française.

De plus l'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N. ne fera que transposer dans la « docte assemblée » les germes de conflit qui jusqu'ici existaient en dehors d'elle. Poincaré d'ailleurs se charge de le marquer

dans ses discours, en notifiant à l'Allemagne que son entrée dans la S. D. N. ne signifie pas pour elle la possibilité d'échapper aux obligations du Traité de Versailles (1).

L'élargissement de la S. D. N. ne signifie pas, comme tendent à le faire croire les pacifistes bêtards, un progrès dans « l'organisation de la paix ». Cette nouvelle opération ne modifiera en rien le caractère oppressif qu'a toujours eu cette institution impérialiste.

Le problème Méditerranéen

L'Italie, dans le développement de sa politique extérieure, tend à lui donner de jour en jour plus d'importance. Utilisant l'Espagne comme elle avait utilisé l'Angleterre sur la question de l'Abyssinie, elle s'efforce aujourd'hui de faire poser la question de Tanger dans une conférence internationale, où elle prendrait place. Elle ne cache pas d'ailleurs ses sentiments belliqueux. L'attentat contre Mussolini a été l'occasion qui en a révélé la profondeur.

Situation Nationale

La question financière

Elle intéresse au plus haut point le prolétariat, car c'est sur son dos que la bourgeoisie essaiera de la résoudre. Le ministère Poincaré-Herriot s'est engagé résolument dans cette voie. Les impôts indirects ont été considérablement augmentés, ils ont eu une répercussion immédiate sur les prix des objets de première nécessité.

L'augmentation des transports, de la taxe sur le chiffre d'affaires, des impôts sur les bénéfices commerciaux et agricoles est également en dernier ressort supportée par les consommateurs.

Les économies en perspective dans les services publics menacent les fonctionnaires.

La taxe civique viendra compléter un tableau déjà bien lourd.

(1) A peine l'Assemblée de Genève avait-elle clôt ses travaux que des événements diplomatiques importants détournèrent sur eux l'attention que « l'aéropage » genevois retenait depuis quelques jours. Briand rencontrait Stresemann à Thoiry, peu après Chamberlain et Mussolini s'entretenaient à Livourne. Ces manifestations, si elles étaient isolées, ne suffiraient pas à marquer une nouvelle orientation dans la politique des alliances européennes. Mais elles furent précédées l'une et l'autre de faits qui marquent bien qu'on se trouve en effet en présence d'efforts sérieux pour la constitution en Europe de deux blocs impérialistes antagonistes.

Thoiry a été précédé des négociations pour la constitution du Cartel de l'Acier entre la France, l'Allemagne et la Belgique.

Livourne a été précédé du règlement favorable de la dette italienne vis-à-vis de l'Angleterre et de l'entrevue anglo-italienne de Rapallo, au début de l'année.

Il y a donc là un enchaînement de faits qui marque une continuité de vues très nette et qui, au lendemain de l'assemblée de Genève, montre encore une fois le caractère démagogique de cette institution capitaliste.

Par contre les grandes fortunes voient leurs impôts diminuer : les taxes successorales sont réduites, l'impôt global sur le revenu passe de 60 % à 30 %.

Pour faire face aux exigences de la dette flottante, la Caisse d'amortissement est instituée. En fait, elle est destinée à masquer des emprunts nouveaux et une plus large inflation, puisqu'elle peut se faire consentir des avances.

Enfin, l'accord de Washington sera ratifié par le gouvernement Poincaré.

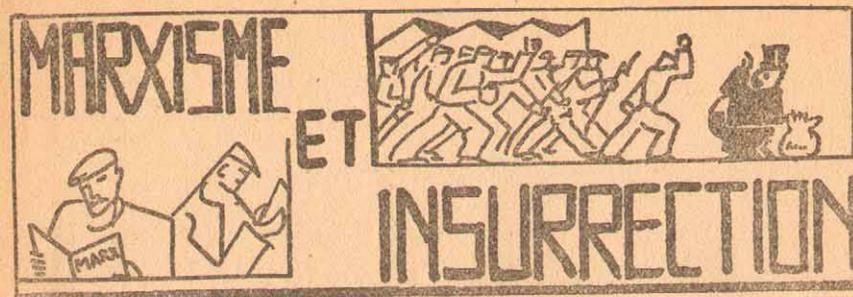
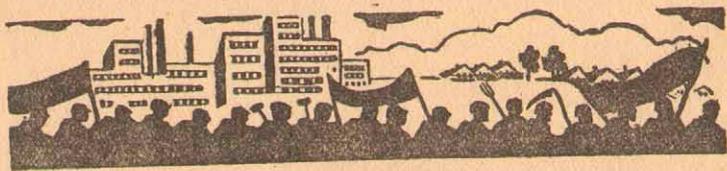
Toutes ces mesures amèneront une diminution de la valeur réelle des salaires, une augmentation de la journée de travail, le chômage à brève échéance.

A ce plan de stabilisation sur le dos du prolétariat la Classe ouvrière doit opposer son plan de stabilisation sur le dos de la bourgeoisie, en luttant par l'unité syndicale et le front unique pour l'échelle mobile, l'abolition des impôts Poincaré, de la taxe civique, le maintien des huit heures; en exigeant la conscription des grosses fortunes, la nationalisation des banques et des monopoles de fait, l'instauration du monopole du commerce extérieur et l'annulation des dettes de guerres, que seul le gouvernement ouvrier et paysan pourra réaliser.

Les Socialistes et le Cartel

Les socialistes tentent de rejeter sur les radicaux les responsabilités du Cartel défunt. Le prolétariat ne s'y laissera pas prendre. Les socialistes ont voté le budget de 1925, y compris les crédits du Maroc. Ils ont voté une amnistie étriquée; ils ont combattu le projet de contribution extraordinaire sur la fortune acquise; par leur abstention, ils ont sanctionné l'augmentation de la taxe sur le chiffre d'affaires et l'instauration de la taxe civique, etc...

Les travailleurs socialistes doivent comprendre que leurs chefs sont étroitement liés à la bourgeoisie et que désormais leur devoir est de contribuer à la formation du front unique pour la lutte effective contre la bourgeoisie.



N. LÉNINE

La Guerre de Partisans⁽¹⁾

Tirant les enseignements de la Révolution de 1905, Lénine analyse sous tous ses aspects la guerre de partisans qui prit, à l'époque, un grand développement : Ses rapports avec le Marxisme, ce qui la différencie du blanquisme, ses répercussions sur l'ensemble de la lutte. La position des partis de l'époque sur cette forme de lutte.

Notre parti et les masses ouvrières montrent un grand intérêt pour la question de la guerre de partisans. Nous avons déjà plusieurs fois effleuré ce sujet et nous avons l'intention cette fois de donner notre point de vue sur cette question.

I

Marxisme et formes de lutte

Commençons par le commencement. Quelles sont les principes que chaque Marxiste doit soulever lorsqu'il traite la question des formes de lutte. Le Marxisme se différencie avant tout de toutes les autres formes primitives du socialisme par le fait qu'il ne lie pas le mouvement à certaines formes définies de la lutte. Il reconnaît les différentes formes de la lutte. Il ne les invente pas, mais il les généralise, il les organise; il prête une forme consciente à chaque lutte de la classe révolutionnaire, forme qui naît elle-même du mouvement. Le Marxisme qui est hostile à toute forme abstraite et recettes doctrinaires, exige une attitude

(1) Paru dans le N° 5 du « Prolétaire », 30 septembre 1906.

claire à l'égard des combats de masses qui ont eu lieu et qui, dans le cours du développement du mouvement, de la croissance de la conscience de classe des masses, au cours du développement de plus en plus aigu des crises économiques et politiques ont enseigné de nouvelles méthodes les plus différentes de défense et d'offensive. Le Marxisme ne repousse en principe aucune forme de lutte. Le Marxisme ne se restreint nullement, au moment donné, aux formes possibles et existantes de la lutte et reconnaît l'inévitabilité de nouvelles formes de lutte encore inconnues aux chefs dans la période donnée, qui après le changement de la conjoncture sociale donnée, deviennent des nécessités. **Le Marxisme tire des enseignements, si l'on peut s'exprimer ainsi, de la pratique des masses, et ne songe nullement à donner aux masses des formes de lutte inventées par des théoriciens et « systématiseurs ».** Nous savons — dit par exemple Kautsky dans ses déclarations de la « Révolution sociale » — que la crise future apportera de nouvelles formes de lutte que nous ne pouvons pas encore prévoir.

Deuxièmement, le Marxisme exige nécessairement une considération historique de la question sur les formes de la lutte. Traiter cette question indépendamment de la situation historique et concrète, c'est ne pas saisir l'a. b. c. du matérialisme dialectique. Dans les différents moments de l'évolution économique et par conséquent, dans les conditions diverses politiques, nationales et culturelles, etc., certaines formes de la lutte se placent à l'avant-scène, deviennent même les formes de lutte les plus importantes et ainsi les formes de lutte de deuxième rang se modifient. Vouloir répondre par oui ou non à une question touchant un moyen déterminé de lutte, sans analyser la situation concrète du mouvement en question et le degré de son développement, ainsi que ses particularités, cela s'appelle quitter le terrain du Marxisme.

Ce sont les deux principes essentiels qui sont décisifs pour nous dans ces questions. L'histoire du Marxisme en Europe occidentale nous donne une foule d'exemples qui confirment ce que nous venons de dire. La social-démocratie européenne considère actuellement le parlementarisme et le mouvement syndical comme les méthodes de lutte les plus importantes. Autrefois elle reconnaissait la révolte comme la forme de lutte la plus importante et est prête à l'avenir, lorsque la conjoncture actuelle se transformera, et malgré l'opinion des bourgeois libéraux de la trempe des Cadets russes et des « Bessaglawci » à reconnaître la révolte comme la forme de lutte la plus importante. La social-démocratie a entre 1870 et 1880 repoussé la grève générale comme moyen de renverser d'un coup la bourgeoisie sur le terrain non politique. Mais la social-démocratie est prête (particulièrement après les expériences de Russie en 1905) à reconnaître la grève politique comme un moyen de lutte nécessaire dans certaines conditions. Au milieu du XIX^e siècle, la social-démocratie a reconnu la lutte de barricades dans les rues. A la fin du XIX^e siècle et pour certaines raisons, elle a repoussé cette forme de lutte et s'est déclarée prête à soumettre ce changement de tactique à une révision et d'admettre après les expériences de Moscou, qui, comme Kautsky l'a écrit, ont révélé une nouvelle tactique de barricades, l'opportunité d'une lutte de barricades.

II

La Révolution de 1905

Après avoir fixé l'attitude générale du Marxisme dans cette question, nous en venons à la révolution russe. Considérons le développement historique des formes de lutte qu'elle a employées. D'abord les grèves économiques des ouvriers (1896-1900), puis les démonstrations politiques d'ouvriers et d'étudiants (1901, 1902), les révoltes de paysans (1902), le commencement des grèves politiques de masses combinées de différentes manières avec des démonstrations (Rostow 1902), les grèves de l'été 1903, le 9 janvier 1905, la grève politique pan-russe avec combats de barricades sur différents points (octobre 1905), la grande lutte de masses sur les barricades et la révolte armée (décembre 1905), la lutte pacifique au Parlement (avril, juin 1906), les révoltes militaires partielles (juin 1905 jusqu'à juin 1906),

Telle était la situation en automne 1906 du point de vue des formes de la lutte en général. La « réponse » de l'absolutisme tsariste à ces formes de lutte consiste dans les pogromes des centuries noires, en commençant par ceux de Kischinev au printemps de 1903 jusqu'à ceux de Siedlez en automne 1906. Durant toute cette période, l'organisation des pogromes et des persécutions de juifs, d'étudiants, de révolutionnaires et d'ouvriers conscients se développent de plus en plus, se perfectionnent même ; les coups de force de la racaille soudoyée se joignent aux coups de force des troupes réactionnaires et le tout aboutit à des expéditions, à l'emploi de l'artillerie contre les villages et les villes, etc.

La lutte de partisans

C'est la couleur fondamentale du tableau. A l'arrière plan nous voyons apparaître quelque chose de second ordre sans doute, mais auquel est dédié le présent article. Que révèle cette chose ? Quelles sont ses formes et bases, quand est-elle née et dans quelle mesure est-elle préparée ? Quelle importance possède-t-elle dans le cours général de la révolution et quelle relation a-t-elle avec les combats organisés et conduits par la social-démocratie ? Ce sont les questions sur lesquelles nous nous proposons d'insister après la description que nous avons fait ci-dessus.

Cette chose qui nous intéresse maintenant est la lutte armée. Cette lutte sera menée par de petits groupes ou des personnes isolées. Ces personnes appartiennent en partie à des organisations révolutionnaires, mais en partie aussi (dans certains territoires de la Russie, dans une proportion énorme) elles sont en dehors de toute organisation révolutionnaire. La lutte armée poursuit deux buts différents qu'il faut sévèrement distinguer l'un de l'autre. Cette lutte a, premièrement, comme but la suppression de personnes isolées, de fonctionnaires dirigeants ou subordonnés de l'armée et de la police et deuxièmement de confiscation de sommes d'argent aussi bien au gouvernement qu'à des personnes pri-

vées. Les moyens confisqués seront employés pour les buts du parti, mais spécialement pour la préparation de la révolte et finalement pour l'entretien des personnes qui conduisent la lutte. Les grandes expropriations (au Caucase où il s'agissait d'une somme de plus de 100.000 roubles, et à Moscou où 875.000 roubles furent confisqués) furent entreprises en première ligne en faveur des partis révolutionnaires. Les petites expropriations serviront avant tout et exclusivement à entretenir les « expropriateurs ». Ce n'est qu'en 1906, c'est-à-dire après la révolte de décembre, que cette forme de lutte atteignit son plus haut point. L'aggravation de la crise politique jusqu'au degré de la lutte armée et en particulier l'aggravation de la misère, de la famine, et du chômage à la ville et à la campagne, joua un rôle important pour des raisons qui découlaient de la forme de la lutte. Les groupes anarchistes et les éléments troubles de la population adoptèrent ces formes de lutte comme des formes essentielles et même exclusives de la lutte sociale. La réponse de la part de l'absolutisme fut la proclamation de l'état de siège, la mobilisation de nouvelles troupes, les pogromes (Siedlez) organisés par les centurions noirs et les tribunaux militaires.

III

Marxisme, Blanquisme et lutte de partisans

Le jugement général sur les formes de lutte dont il est question ici, est que tout cela est de l'anarchisme, du blanquisme et une terreur vieillie, que ce sont des actions de personnes isolées, qui démoralisent les ouvriers, qui détournent de la classe ouvrière les larges couches de la population, qui désorganisent le mouvement et ne font que nuire à la révolution. On trouvera chaque jour dans les nouvelles quotidiennes des journaux des exemples qui serviront à prouver facilement un tel jugement.

Mais ce jugement peut-il être vraiment justifié par les exemples donnés ? Pour examiner cette question prenons le territoire où cette forme de lutte en question a atteint son plus grand développement. Le territoire letton. La *Novoja Vremia* du 8 et 12 décembre se plaint dans les termes suivants de l'activité de la social-démocratie lettone : « Le parti ouvrier social-démocrate letton (une partie du parti ouvrier social-démocrate russe) publie un journal tirant régulièrement à 30.000 exemplaires. Dans la partie officielle de ce journal, on publie des listes de noms d'espions dont la disparition est le devoir de tout homme honnête. Ceux qui prêtent secours à la police sont dénoncés comme « ennemis de la révolution », doivent être détruits et leur fortune doit être séquestrée. La population est obligée de ne donner de l'argent pour le parti qu'aux personnes qui se présenteront avec une quittance munie du tampon du parti. Dans les derniers comptes du parti on relève sous la rubrique « revenus annuels », une somme de 48.000 roubles, une autre somme de 5.600 roubles expropriée par le groupe local de Libau et qui doit servir à l'armement ». La *Novoja Vremia* rage naturellement contre cette « législation révolutionnaire » et contre le gouvernement « de terreur ».

Personne ne qualifiera cette tactique des social-démocrates lettons d'anarchisme, de blanquisme ou de terrorisme. Mais pourquoi ? Parce que le rapport de ces nouvelles formes de lutte avec la révolte, qui avait eu lieu en décembre, et qui s'annonce maintenant à nouveau, est clair. Ce rapport qui subsiste pourtant sur le reste de la Russie, n'est pas aussi clair qu'en Lettonie. Le fait que la guerre de partisans s'est précisément développée après décembre, et est en rapport étroit avec l'aggravation de la crise économique et politique, est clair. L'ancien terrorisme russe était l'œuvre de conjurateurs intellectuels. Actuellement, la lutte de partisans est menée en général par des ouvriers en lutte ou de simples chômeurs. Les gens, qui sont enclins à une pensée routinière, tombent vite dans le blanquisme et l'anarchisme. Mais il est clair qu'avec les conditions actuelles de la révolte dans le territoire letton on ne peut pas donner une telle étiquette à cette lutte.

A l'exemple des Lettons, on voit clairement tout ce qui est faux, pas scientifique et pas historique dans l'analyse générale de la guerre de partisans, sans aucun rapport avec le milieu de la révolte. Nous devons tenir compte de ce milieu, considérer les caractéristiques des périodes qui sont situées entre les grandes actions, il nous faut comprendre quelles formes de lutte naîtront inévitablement de cette question et nous ne devons pas employer les mêmes mots que les Cadets et la *Novoje Vremia* : anarchisme, vol et crapulerie.

La lutte de partisans désorganise-t-elle la révolte ?

On prétend que les actions des partisans désorganisent notre activité. Analysons cette opinion à la lumière de la situation qui est survenue après décembre 1905, à l'époque des pogromes et de l'état de siège. Qu'est-ce qui désorganise le mouvement à une telle époque dans une grande mesure : le manque de résistance ou une guerre organisée de partisans ? Comparons à ce sujet la Russie Centrale avec ses territoires frontières occidentaux, la Pologne et la Lettonie. Il n'y a aucun doute à avoir sur le fait que la guerre de partisans est beaucoup plus développée et étendue dans les territoires frontières occidentaux que dans le reste de la Russie. C'est aussi un fait que le mouvement révolutionnaire en général et le mouvement social-démocrate en particulier et plus désorganisé en Russie Centrale que dans les territoires frontières occidentaux. Nous n'en déduisons naturellement pas que le mouvement social-démocrate polonais et letton ne porte pas de responsabilité dans la désorganisation du mouvement ouvrier social-démocrate russe de 1906, à cause de cette guerre de partisans.

Lorsqu'on traite cette question, on parle immédiatement des particularités des conditions nationales. Ce fait trahit clairement la faiblesse du reste de l'argumentation. S'il s'agit de conditions nationales, il ne peut, par conséquent, pas s'agir d'anarchisme, de blanquisme, de terrorisme — des péchés qui sont caractéristiques pour toute la Russie et en particulier pour les Russes — mais la raison est quelque part ailleurs. C'est cette raison que nous devons rechercher et analyser d'une manière concrète. Vous verrez alors que l'oppression nationale ou les antagonismes nationaux n'expliquent rien, car ils ont toujours existé dans les

territoires frontières occidentaux, et la lutte de partisans n'a pourtant éclaté que dans la période historique présente. Il existe de nombreux endroits, où il y a oppression nationale et antagonisme national, mais où il n'y a pourtant pas de lutte de partisans, qui se développe quelquefois sans la moindre oppression nationale. Une analyse complète de la question montrera qu'il ne s'agit pas d'oppression nationale, mais qu'il faut s'en rapporter aux conditions de la révolte. La lutte de partisans est une forme inévitable de la lutte dans une époque où les mouvements de masses se développent jusqu'à la révolte et où l'on remarque en pleine guerre civile des périodes plus ou moins longues entre « deux grandes batailles ».

Le mouvement n'est pas désorganisé par les actions de partisans, mais par la faiblesse du parti qui n'est pas capable de prendre en main la direction du mouvement. Il résulte de là que les malédictions prononcées par les Russes contre les actions de partisans visent précisément les actions de partisans qui n'ont pas été organisés, qui ont sans continuité et qui, en effet, désorganisent le parti. Nous n'avons pas été capables de comprendre quelles étaient les conditions historiques de cette lutte, et nous ne sommes pas non plus capables de paralyser ses mauvais côtés. Mais la lutte continue parce qu'elle est provoquée par des raisons puissantes économiques et politiques. Nous ne sommes pas en état de supprimer ces causes et partant de mettre fin à la lutte. Nos plaintes sur la guerre de partisans sont des plaintes sur la faiblesse de notre parti qui ne sait pas organiser la révolte.

Ce que nous avons dit sur la désorganisation touche aussi la démoralisation. Ce n'est pas la guerre de partisans qui démoralise. C'est le manque d'organisation, l'irrégularité des actions de partisans et le fait qu'elles ne sont pas subordonnées au parti, qui démoralise. Ce n'est pas en maudissant les actions des partisans que nous pourrions nous sauver un temps soi peu de la démoralisation, car ces malédictions sont tout à fait impuissantes à arrêter un mouvement provoqué par des raisons politiques et économiques profondes. On nous répondra : Si nous ne pouvons pas arrêter une apparition démoralisante et anormale, ce n'est pas une raison pour que le parti emploie des moyens de lutte anormaux et démoralisants. Un tel raisonnement serait purement bourgeois libéral, mais non pas Marxiste, car la guerre civile ou la guerre de partisans, dans une de leur forme quelconque, ne peuvent pas être considérées comme anormales et démoralisantes. Le Marxisme part du point de vue de la lutte des classes et non pas de la paix sociale. **Dans de certaines périodes de crises économiques et politiques aiguës la lutte de classes s'aggrave jusqu'à devenir une guerre civile ouverte, c'est-à-dire jusqu'à la lutte armée entre deux parties du peuple.** Dans de telles périodes, le Marxiste est obligé de se placer sur le terrain de la guerre civile. Toute malédiction morale contre cette guerre civile est impardonnable du point de vue du Marxisme.

Dans la période de la guerre civile l'idéal d'un parti prolétarien est d'être un parti de lutte. Cela ne subit pas le moindre doute. Nous admettons que du point de vue de la guerre civile, l'inopportunité d'une forme quelconque de la guerre civile dans tel ou tel autre moment, peut être prouvée. Nous reconnaissons le droit à la critique des diverses

formes de la guerre civile, mais du point de vue de l'opportunité militaire. Et nous reconnaissons aussi que la voix décisive dans une telle question appartient aux social-démocrates actifs des districts intéressés. Mais nous exigeons, au nom des principes du Marxisme, que l'on n'analyse pas les conditions de la guerre civile d'une manière routinière et banale en employant toutes les phrases sur l'anarchisme, le blanquisme et le terrorisme. Nous demandons aussi que les actions insensées de partisans, qui furent employées à un certain moment par le parti socialiste polonais, ne soit pas transformées en épouvantails lorsqu'il s'agit de la question de la participation des social-démocrates à la guerre de partisans en général.

L'opinion que le mouvement est désorganisé par la guerre de partisans doit être sévèrement critiquée. **Toute nouvelle forme de lutte qui est liée à de nouveaux dangers et exige de nouveaux sacrifices, désorganise inévitablement les organisations qui ne sont pas prêtes à cette nouvelle forme de lutte.** Nos vieux cercles de propagandistes furent désorganisés par le passage à l'agitation. Le passage aux démonstrations a, plus tard, désorganisé nos comités. Dans chaque guerre, chaque action cause une certaine désorganisation dans les rangs des combattants. Mais il ne faut pas déduire de là que l'on ne doit pas lutter. Il ne faut en déduire qu'une chose : c'est qu'il faut étudier la manière de lutter.

Lorsque je vois des social-démocrates qui expliquent fièrement et contents d'eux-mêmes : nous ne sommes pas des anarchistes, nous ne sommes pas des voleurs et des bandits, nous sommes au dessus de tout cela et nous repoussons la guerre de partisans, je me demande : ces gens comprennent-ils ce qu'ils disent ? Dans tout le pays, le gouvernement et la réaction ont pris des mesures qu'ils mettent en pratique par les armes. Cette apparition est tout à fait inévitable dans le degré actuel du développement de la révolution. La population réagit spontanément sans être organisée, dans des formes impropres et mauvaises et même par des rencontres et des attaques armées. Je comprends que nous puissions renoncer à la direction d'une lutte spontanée, dans un district déterminé et à un moment donné à cause de la faiblesse et du manque de préparation de notre organisation. Je reconnais que cette question peut être tranchée par les représentants locaux de notre parti, et que la transformation des organisations faibles et insuffisamment préparées, n'est pas une petite chose. Mais lorsque je vois un théoricien et publiciste social-démocrate n'avoir pas un sentiment de deuil sur cette impréparation, mais qui, au contraire, se montre content et satisfait et éprouve un plaisir à répéter les phrases apprises sur l'anarchisme ou blanquisme ou terrorisme, cela me fait mal pour l'amoindrissement de la doctrine révolutionnaire du monde.

On prétend que la guerre de partisans rapproche le prolétariat conscient du prolétariat déclassé. C'est vrai. Mais de là la conséquence seulement que le parti du prolétariat ne devra jamais considérer la guerre de partisans comme la seule forme de lutte et le moyen principal de combat, car ce moyen subordonné à d'autres, doit être accordé avec les moyens les plus importants de la lutte et anobli par l'influence éclairante et organisante du socialisme. Sans ces dernières conditions de lutte, tous et entièrement tous les moyens de lutte dans la société

bourgeoise rapprocheront le prolétariat des différentes couches non prolétariennes, qui se trouvent au-dessus ou au-dessous du prolétariat, et abandonnés au développement naturel des événements, ils souilleront et prostitueront tout. Les grèves, abandonnées au développement naturel des événements, aboutiront à des « alliances » entre les ouvriers et les patrons contre les consommateurs. Le Parlement deviendra une maison publique, où une bande de politiciens bourgeois trafiquera en gros, en détail, la « liberté populaire », « le libéralisme », « la démocratie », le « républicanisme », l'« anticléricalisme » et le « socialisme » et autres articles courants.

Le journal deviendra une entremetteuse aimable, un moyen de corruption des masses, un moyen de flatter les bas instincts de la masse, etc. La social-démocratie ne connaît pas de moyen de lutte universel qui puisse séparer le prolétariat, par un mur de Chine, des couches qui sont au-dessus ou au-dessous de lui. Dans les différentes époques, la social-démocratie a employé différents moyens, mais qui furent toujours basés sur des conditions idéologiques et d'organisation précises.

IV

Les formes de lutte de la révolution montrent en comparaison avec les révolutions bourgeoises en Europe une énorme variété. Kautsky l'avait prédit en partie lorsqu'il disait en 1902 que la future révolution (il ajoutait : peut-être à l'exception de la Russie) serait moins une lutte du peuple contre le gouvernement, qu'une lutte entre deux parties du peuple. Nous voyons en Russie un très fort développement de cette deuxième forme de lutte, beaucoup plus prononcée que dans les révolutions bourgeoises d'occident. A l'intérieur du peuple, les ennemis de notre révolution sont en nombre minime, mais ils s'organisent pendant que la lutte s'aggrave et ils sont soutenus par les couches réactionnaires de la bourgeoisie.

*
**

Les Bolchéviks et la guerre de partisans

Les social-démocrates bolchéviks sont souvent accusés d'avoir un parti-pris et d'avoir adopté des attitudes à la légère à l'égard des actions de partisans. Il ne serait pas superflu de rappeler que dans le projet de résolution sur les actions des partisans, cette partie des bolchéviks qui se prononça pour ces actions de partisans, les accepta aux conditions suivantes : « Les expropriations » de la propriété privée ne seront pas tolérées, les « expropriations » des biens de l'Etat ne sont pas recommandées, mais seront tolérées à la condition qu'elles soient placées sous le contrôle du parti et que les moyens acquis de cette manière soient employés pour les buts de la révolte. Les actions de partisans sous la forme d'une terreur, furent recommandées à l'égard des représentants puissants du gouvernement et des réactionnaires actifs, mais sous les conditions suivantes : 1° Il faudra tenir compte de l'état d'esprit des larges masses populaires ; 2° Il faudra également tenir compte des

conditions du mouvement ouvrier dans le district intéressé ; 3° Il faut faire attention que les forces du prolétariat ne soient pas gaspillées sans but. La différence pratique entre ce projet et cette résolution, qui fut adoptée au congrès d'unification, consiste essentiellement dans le fait que dans cette dernière résolution l'on repousse aussi « l'expropriation » de la propriété de l'Etat. Il est par conséquent naturel et inévitable que dans une telle époque, dans l'époque des grèves politiques qui englobent toute la nation, que la révolte ne puisse pas se développer dans les anciennes formes d'actions isolées qui se limitent à un très petit territoire et à un temps très court. Il est naturel et inévitable que la révolte adopte des formes plus compliquées et plus hautes de la guerre civile qui se traîne en longueur et qui englobe tout le pays, c'est-à-dire une lutte armée entre deux parties du peuple. On ne peut se représenter une telle guerre que sous la forme de peu de grandes batailles, séparées les unes des autres par des intervalles relativement grands, et d'une série de petites rencontres durant ces intervalles. S'il en est ainsi, et il en est effectivement ainsi, la social-démocratie doit avoir comme tâche de créer des organisations qui seront au plus haut point capables de diriger les masses aussi bien dans les grandes batailles que dans les petites rencontres. La social-démocratie doit avoir également comme tâche, dans l'époque de la lutte des classes qui s'étend jusqu'à la guerre civile, non seulement la participation à la guerre civile, mais un rôle dirigeant dans cette guerre. La social-démocratie doit éduquer ses organisations, de façon à ce qu'elle puisse devenir un véritable parti de combat, qui ne manquera aucune occasion pour affaiblir les forces de l'ennemi.

C'est sans aucun doute une tâche difficile qui ne peut pas être résolue d'une seule fois. Nos organisations doivent recevoir une autre éducation et se transformer sur la base des expériences acquises pour pouvoir être à la hauteur de leurs tâches.

Nous ne voulons pas obliger les protagonistes d'une forme de lutte quelconque à décider dans un cabinet d'étude la question du rôle de telle ou telle forme de la guerre de partisans dans le développement général de la guerre civile en Russie. Nous sommes loin de voir des tendances dans la social-démocratie lorsqu'il s'agit de l'estimation concrète de telle ou telle action de partisans. Mais nous pensons que notre devoir est de soutenir l'estimation théorique juste des formes de lutte que la vie pratique a portées à l'avant-scène et de mener une lutte sans pitié contre les préjugés qui empêchent la classe ouvrière consciente de saisir justement cette question nouvelle et difficile et de marcher à sa solution.

.....

L'HISTOIRE DES INSURRECTIONS PROLÉTARIENNES



G. LAGRANGE

L'Insurrection bulgare de Septembre 1923

d'après THIKHOMIROFF

Etude critique de l'insurrection dans le nord-ouest de la Bulgarie. Cet article clôt l'analyse détaillée par régions de l'insurrection bulgare.

Bulgarie du Nord-Ouest - Deuxième phase de l'Insurrection

Dans la nuit du 23 septembre, se constituait à Ferdinandovo un Comité révolutionnaire régional. Le 23, à 4 heures du matin, toutes les forces insurrectionnelles, dans les rayons de Berkovitsa, Ferdinandovo, Lom-Palanka, Oriekhovo, Bielaia-Slatina et Vratsa, étaient mises à sa disposition. C'était le premier essai pendant l'insurrection de Septembre, d'une coordination des efforts dispersés des divers détachements révolutionnaires.

Ferdinandovo — siège du Comité révolutionnaire — se trouvait au centre de l'insurrection et de plus était bien relié par chemin de fer dans toutes les directions.

L'arrière — la frontière avec la Serbie — était garanti par sa neutralité et par l'occupation effective des postes frontières par les insurgés. Déjà le 23, le Comité révolutionnaire ordonnait la mobilisation générale des travailleurs, la saisie de toutes les armes chez les éléments fascistes, et l'arrestation des plus dangereux d'entre eux. Mais, pratiquement, la réalisation était impossible faute d'appareil et à cause du sabotage des fonctionnaires laissés à leur poste. Désarmement et arrestations des fascistes furent opérés avec trop peu d'énergie. Des procédés douteux, à des moments critiques, telle la rançon furent employés. D'une façon générale, l'attitude vis-à-vis des ennemis de classe, contrairement aux exigences de la situation, fut trop humaine. Toutefois, l'agitation et l'appel à la lutte

furent conduits avec vigueur et incessamment de nouvelles colonnes de combattants, à la vérité mal armées et presque sans munitions, étaient lancées sur le front. Si des actions analogues avaient eu lieu également dans les autres régions, la victoire des insurgés aurait été certaine.

An sujet de l'armement et des munitions, le Comité révolutionnaire se trouvait dans des conditions très difficiles. Au temps de Stamboulski existaient encore dans cette région des dépôts clandestins d'armes à l'insu de la Commission militaire interralliée de contrôle (Gabrovitsé 11.000, près d'Oriekhovo 1.000 fusils, etc.). La population avait connaissance de l'emplacement de ces dépôts, mais la « Ligue des Officiers » qui avait ses représentants dans l'armée les avait organisés de telle sorte que mitrailleuses et fusils étaient enterrés sans classes, qui avaient été cachées en des endroits inconnus de tous, même du gouvernement. La prise des 11.000 fusils des environs de Gabrovitsé par les insurgés, de ce fait leur fut totalement inutile.

La Situation le 23 au soir ⁽¹⁾

Ferdinandovo et Berkovitsa et leurs rayons sont aux mains des insurgés. Au Nord, on lutte sous Lom-Palanka. A l'Est, l'insurrection est déclenchée dans les rayons d'Oriekhovo et de Bielaia-Slatina. Un front, face à Vratsa, s'étend déjà de Boytchilovtzi à Virchets. Les Balkans garantissent le Sud. A l'Ouest, la frontière de la Serbie neutre protège l'arrière des insurgés. Les directions de Vratsa et du col de Petrokhan étaient justement considérées comme les plus importantes. Mais l'importance de celle de l'Est, d'Oriekhovo, était sous-estimée. L'attention maximum était précisément dirigée sur Vratsa, et à juste raison, puisque c'était le centre militaire de l'ennemi et que beaucoup d'armements et de munitions s'y trouvaient. C'est pourquoi on y avait concentré les meilleures forces des insurgés, les mieux armées (3 canons, 6 mitrailleuses) et les chefs les plus qualifiés.

Actions dans le Nord. — Un groupe d'ennemis de Viddin et Belgradtchik, constituait pour les insurgés une menace permanente. Dans la direction de ces villes était dirigé, le 22, encore un détachement du rayon de Lopouchno-Glovanovtse, qui se battit jusqu'au 29 et tous les autres groupes d'insurgés étaient déjà à l'étranger quand il se retira. Un autre groupe d'ennemis de Lom-Palanka, après avoir reçu par le Danube des renforts, prit l'offensive le 26 et entreprit un mouvement vers le Sud, dans le flanc du front est, c'est-à-dire des forces principales des insurgés.

Front Est. — L'importance de ce front s'explique parce qu'il était dirigé contre Vratsa et que dans les rayons de Oriekhovo et Balia-Slatina, l'insurrection ne se déclancha que le 23. Par conséquent, le 24 déjà, se posait au commandement des insurgés la question de la meilleure utilisation des détachements de ces rayons. Eu égard à la situation, ces détachements devaient être tous dirigés sur la station de Tchervoni-Breg, puis sur Plevna; ce qui revenait à isoler l'ennemi dans Vratsa et à cou-

Voit croquis n° 1

vrir effectivement cette région de l'Est, c'est-à-dire cette direction d'où inéluctablement arriveraient les renforts ennemis. Mais l'on ne sait pourquoi le commandement dirigea la partie des groupes d'Oriekhovo la plus proche de Plevna sur Vratsa, tandis que la direction de Plevna était confiée au détachement de Sielanovtsé retenu encore le 25 par la lutte dans Oriekhovo.

Le faible détachement envoyé sur Vratsa fut repoussé par l'ennemi et le 25 se retirait vers le village Tri-Kladensé. Celui de Sielanovtsé (600 hommes) ne réussit pas à parer les coups de l'ennemi venant de Plevna ; il fut lancé sur Vratsa et le 26, au même endroit que le précédent, fut battu, tombant sous le double coup de l'ennemi de Vratsa et de Tchernovi-Breg. Le flanc gauche du front Est des insurgés se trouva ainsi découvert.

De plus, au même moment, un autre groupe d'ennemis avançait du Nord vers le Sud.

L'action la plus heureuse pour les insurgés s'opéra sous Vratsa. Les insurgés réorganisés sur le type de l'armée régulière s'en tinrent constamment à des actions offensives.

Le 26, ils atteignirent le maximum de leur succès par la prise de la station de Krivodol (4 mitrailleuses comme trophée). Même la participation à la lutte de Vrangéliens et de Macédoniens ne parvint à briser la résistance des insurgés.

Ils ne se retirèrent que le 27 au matin, quand derrière eux Ferdinandovo et Berkovitsa furent prises par l'ennemi venant du col de Petrokhan et qu'au nord les menaçaient d'autres colonnes ennemies.

Actions dans le Sud. — Au Sud, les insurgés étaient couverts par les Balkans. Le seul col de Petrokhan pouvait être fermé par de faibles forces, mais les insurgés ne le firent pas.

L'ennemi, abandonnant Berkovitsa, non poursuivi, se retira vers le col et l'occupa. Un détachement d'insurgés envoyé « pour détruire les ponts du col » arriva avec une heure de retard ; cette heure fut fatale aux insurgés.

L'ennemi — 250 soldats d'infanterie, 3 canons, quelques mitrailleuses, 12 camions automobiles, un détachement de cavalerie — occupa solidement le col. Les faibles groupes d'insurgés — 200 hommes, dont 60 seulement bien armés — de toute évidence ne pouvaient enfoncer l'ennemi par une attaque de front. Un essai d'envoi d'un petit groupe fut fait pour tourner le col, par les sentiers de la montagne, mais ce groupe s'accordant un jour de repos, arriva en retard dans le combat.

Alors commença une lutte acharnée. Les 24 et 25, les rencontres eurent lieu dans la montagne et le 26 seulement l'ennemi eut la possibilité de se déployer sur les versants des Balkans. Les insurgés luttèrent héroïquement. Le 26, ils ne sont que 100 hommes presque sans munitions.

Le 26 au soir, tard, l'ennemi occupait Berkovitsa et le 27, au point du jour, il commença la marche sur Ferdinandovo, abandonnée, « à la nouvelle de la chute de Berkovitsa », par le Comité révolutionnaire régional qui ne tenta aucunement d'organiser une résistance.

*
**

Le 26 au soir, la situation était la suivante :

Au Nord, sous Belgradtchik, situation stationnaire ; de Lom-Palanka commence la marche vers le Sud d'un détachement d'infanterie et de cavalerie ennemies sans rencontrer aucune résistance sur son chemin.

A l'Est, dans les rayons d'Oriekhovo, les détachements d'insurgés battus s'enfuient presque en panique, vers l'ouest, poursuivis par l'ennemi. Sous Vratsa, les insurgés avancent avec succès et s'emparent de la station de Krivodol.

Au Sud, coup porté dans le dos de l'insurrection par la prise de Berkovitsa, et Ferdinandovo menacé.

Comme résultat, les détachements révolutionnaires se trouvant sous Vratsa, commencent le 27 à battre en retraite, mais l'ennemi réussit à occuper Ferdinandovo avant les détachements en retraite, et démoralise ainsi définitivement les insurgés.

« Les détachements d'insurgés se disloquent en petits groupes, dont une partie erre dans les montagnes, jusqu'à ce qu'ils parviennent à franchir la frontière, l'autre — prêtant crédit aux promesses du gouvernement — se rendait. » (Un insurgé).

L'isolement et la solitude de cette région dans la lutte, parce que dans les autres régions l'insurrection était étouffée les 23 et 24, permit au gouvernement de lancer incessamment et de tous les côtés de nouvelles forces. Et ce fut l'une des causes essentielles de la défaite des insurgés.

Le 30 septembre, l'insurrection était écrasée.

Ainsi finit par la défaite, après une lutte de 12 jours, l'insurrection héroïque des masses laborieuses de Bulgarie, défaite dont les enseignements aideront à la victoire prochaine.

(Fin.)



La guerre civile est la forme la plus aigüe de la lutte de classe, qui après une série de collisions et de batailles économiques et politiques, de plus en plus nombreuses et violentes se transforme fatalement en une lutte armée de deux classes l'une contre l'autre. LÉNINE.

Les enseignements de l'Insurrection bulgare de 1923⁽¹⁾

Vue d'ensemble sur l'insurrection bulgare de 1923. La marche de l'insurrection, sa préparation, les enseignements politiques, les fautes stratégiques et tactiques. Les problèmes d'organisation. Conclusions générales.

A la veille de l'Insurrection

La Bulgarie, pays de 5.000.000 d'habitants, dont 80 % de paysans, sortit presque totalement ruinée économiquement de la guerre mondiale.

L'« Union agrarienne », organisation paysanne dirigée par les éléments riches des villages était au pouvoir depuis 1920, mais parjure à ses promesses, à la moitié de 1923, elle avait perdu la confiance des masses paysannes. C'est pourquoi, en juin 23, la bourgeoisie bulgare, résolue à s'emparer du pouvoir, réussit à renverser le gouvernement agrarien de Stamboulisky en une seule nuit.

L'attitude de « neutralité » dans cette « lutte des bourgeoisies urbaine et villageoise » du Parti communiste bulgare influença fortement l'issue de ce soulèvement contre-révolutionnaire.

Par crainte du Parti Communiste grandissant, et pour en finir avec les soulèvements endémiques de paysans, le gouvernement réactionnaire de Tsankoff décida de « rétablir l'ordre » !

Le 12 septembre avaient lieu les arrestations en masse des révolutionnaires (plus de 2.000) et le 13 le Parti Communiste était mis Hors la Loi. Ces mesures provoquèrent en divers points de la province des conflits armés. Mais le Comité Central du Parti Communiste escomptant l'aboutissement des pourparlers de front unique engagés avec les Social-démocrates et les Agrariens, ordonna la cessation de la lutte armée. Il ne revint sur cette décision et n'ordonna l'insurrection qu'après le 17 septembre, alors que tout le pays était mis en état de siège et que l'insurrection s'était étendue à plus de la moitié du territoire. Nul ne sait encore pourquoi le 22 septembre fut choisi pour le déclenchement de l'insurrection.

La marche de l'Insurrection

La **Bulgarie Centrale**, centre des voies de communication, des industries de guerre avait une grande importance pour l'insurrection. L'occupant, en effet, y avait des possibilités d'action dans toutes les directions.

Dans tous les rayons il y eut des actions insurrectionnelles, mais faibles et indécises, par suite écrasées par le gouvernement en quatre jours.

La **Bulgarie Orientale**, côte de la Mer Noire, tenait son importance spéciale pour les insurgés à cause de la possibilité d'une liaison directe avec l'U. R. S. S., mais il semble que la direction de l'insurrection n'en ait pas tenu compte. La dispersion des forces révolutionnaires permit leur rapide destruction en trois ou quatre jours.

⁽¹⁾ Voir Croquis N° 2.

En **Bulgarie du Nord-Ouest** eurent lieu les combats les plus acharnés. A y remarquer le premier essai de direction centralisée des opérations insurrectionnelles par le Comité révolutionnaire régional de Ferdinandovo. Les luttes victorieuses pour les insurgés durèrent du 21 au 26 septembre. L'écrasement de l'insurrection dans les autres régions isolait la Bulgarie du Nord-Est et permettait au gouvernement de concentrer toutes ses forces. Le 26, les insurgés pris de deux flancs, battent en retraite et se disloquent. Le 30 septembre, tous les combats sont terminés.

Et là, dans la Bulgarie du Nord-Ouest, où les actions des insurgés atteignirent leur plus haute forme d'organisation et leur plus haute intensité, prit fin l'insurrection.

La préparation - Ses fautes

Le gouvernement bulgare provoqua l'insurrection de septembre. L'analyse des événements en fait la preuve aussi bien que de la spontanéité qui la caractérise. C'est pourquoi, il ne saurait être question de large et longue préparation.

Cependant, quelques mesures furent prises, mais à tort souvent et beaucoup plus encore firent défaut.

La **préparation politique** péchait. Le Comité Central du Parti Communiste était hypnotisé par les pourparlers de front unique et oubliait l'inévitabilité de l'insurrection. La conviction de la faiblesse du gouvernement réactionnaire, motivait le peu d'attention consacrée aux questions de préparation de l'insurrection. Il en résulta que le travail d'agitation dans cette direction était presque nul.

Du **point de vue de l'organisation**, il y avait bien des réalisations effectives, mais insuffisantes. Le plan de l'insurrection avait été rapidement élaboré et de plus **fixé sur le papier**. De même dans les régions. Lors des arrestations en masse, une partie de ces plans tomba aux mains du gouvernement. Un facteur de cette importance : la conservation dans le secret le plus absolu du plan des opérations, était perdu pour les insurgés, mais par contre le gouvernement se trouvait largement informé et pouvait se préparer en conséquence.

Le plan présentait d'ailleurs de graves omissions. La question du temps en ce qui concernait le déclenchement de l'insurrection était insuffisamment précisée. De ce fait, une partie de l'initiative échappait aux insurgés, tandis qu'il restait au gouvernement la possibilité de commencer ou de provoquer l'insurrection quand il le lui semblerait bon, ce qu'il ne manqua pas d'utiliser. Les objectifs essentiels n'étaient pas assignés et les tâches mal délimitées et réparties.

L'appareil de liaison était faiblement organisé, d'où retard dans la transmission des ordres et des rapports.

L'insuffisance ou peut-être même l'absence d'un travail de désagrégation dans les rangs de la force armée de l'adversaire, aboutit à ceci que l'armée en majorité paysanne resta jusqu'à la fin dans les mains de la réaction.

En outre, l'hésitation dans le Comité Central, l'indécision allant même la lutte engagée, jusqu'à l'ordre de cessation des actions armées marquèrent de leur empreinte les actions ultérieures des insurgés.

En général, on peut conclure à l'absence quasi totale de préparation politique et de la part des chefs à une sous-estimation du côté purement militaire de la préparation.

Les enseignements politiques

L'insurrection de Septembre en Bulgarie fournit un exemple typique de la lutte des classes, lutte de la paysannerie conduite par l'avant-garde du prolétariat contre la bourgeoisie. Toute la population paysanne, les paysans riches exceptés, prit part où était disposée à prendre part à la lutte. La ville cependant restait impassible et ceci parce que pendant trois années le Parti Communiste en lutte contre l'Union agrarienne avait concentré tous ses efforts sur la conquête de la paysannerie. Le Parti y avait réussi, mais à ce prix les peu nombreux éléments prolétariens disséminés dans le pays étaient en dehors des sphères d'influence du Parti et sous la direction des social-démocrates.

On comprend dès lors que le prolétariat urbain, surtout après les arrestations en masse du 12 septembre, soit resté sans chefs révolutionnaires. Et l'influence des leaders social-démocrates se révéla si forte que diverses couches prolétariennes, telle les cheminots, se trouvèrent dans la lutte aux côtés de la bourgeoisie.

L'insuffisance de travail dans les syndicats eut ce résultat que ceux-ci restèrent aux mains de la social-démocratie. Les P. T. T., les syndicats de l'enseignement (9.000 membres), dont le rôle dans le pays est très important, dans les meilleurs cas restaient neutres, mais objectivement secondaient le gouvernement.

La passivité des masses laborieuses des villes accroissait la difficulté de leur prise, donc de l'appareil gouvernemental. L'appareil d'oppression restait aux adversaires, et ce fut l'une des causes essentielles qui dès le début voua à l'échec l'insurrection.

Quant aux relations avec les autres organisations politiques, elles révélèrent une incompréhension de la situation. Le front unique s'entendit comme des pourparlers avec les chefs.

C'est ainsi qu'avec la social-démocratie les pourparlers se poursuivaient encore tandis que ce parti envoyait ses représentants dans le gouvernement réactionnaire de Tsankoff. De même une conversation fut engagée avec les Macédoniens autonomistes, qui avaient collaboré au renversement de Stamboulisky, et continuaient à appuyer Tsankoff au nom de « la Grande Bulgarie » et de la « Macédoine autonome ».

Le front unique, objectivement possible avec l'Union agrarienne, aboutit incomplètement, malgré les conditions changées, à cause de la haine ancienne des communistes après les poursuites de Stamboulisky.

Les conditions mêmes de la lutte ne permirent dans la suite qu'une agitation et une propagande de faible envergure.

Analyse inexacte de la situation, évaluation erronée des adversaires certains et des alliés possibles, telles furent les fautes politiques essentielles. De plus, le manque de foi du Comité Central en la victoire, lui va-

lut la perte de la direction du mouvement dont la spontanéité fut le caractère dominant. Au lieu de garder la tête, il se mit à la remorque. Et dans les masses s'en alla progressivement la foi en la valeur des chefs.

Tous ces facteurs conjugués facilitèrent largement la tâche de l'ennemi : l'écrasement de l'insurrection.

Les fautes stratégiques

Le plan de l'insurrection prévoyait d'abord la prise du pouvoir dans les villages, puis la marche sur les villes. L'idée même reflète une sous-estimation de l'importance des villes. Bien que la Bulgarie soit un pays agricole, il n'en reste pas moins que les villes sont seules le centre économique, politique et militaire essentiel. Là se concentre tout l'appareil gouvernemental. Elles sont une base vitale pour la bourgeoisie.

En commençant par la prise du pouvoir dans les villages, les insurgés opéraient suivant la ligne des résistances minima. Ainsi ils avertissaient les forces principales de l'ennemi, réunies dans les villes, ce qui lui permettait non seulement de préparer sa défense, mais encore de passer à l'offensive et d'abord contre les couches et les groupes de citoyens favorables à l'insurrection. De la sorte, celle-ci perdait ses alliés des villes dont la prise devenait doublement difficile.

Il en ressort l'un des enseignements essentiels de l'insurrection de Septembre, à savoir : l'importance et le rôle des villes pendant l'insurrection dans les pays ou les régions même agricoles.

La question exige une étude minutieuse et approfondie.

La préparation et la conduite d'une prise rapide des villes par les détachements insurrectionnels paysans, indépendamment ou en liaison avec l'insurrection dans la ville même, tel est le problème primordial dont la solution détermine le succès ou l'échec de l'insurrection en sa totalité.

D'autre part, le plan général ne prévoyait pas de théâtre principal des opérations.

Au lieu de concentrer toute l'attention et tous les efforts sur un théâtre principal, les forces et les moyens furent disséminés, d'où une relative faiblesse des insurgés en tous les points et la possibilité pour l'adversaire de les battre les uns après les autres.

A ce moment, la Bulgarie Centrale avec son réseau de communications, ses industries de guerre, ou la Bulgarie orientale, relativement proche par mer de l'U. R. S. S., son alliée naturelle, pouvaient constituer les principaux théâtres d'opérations.

Aussi bien cette absence d'objectifs principaux dans les plans régionaux conduisit à des résultats analogues. Le choix de ces objectifs soit fonction de leur caractère, de même que de la dislocation des forces contre-révolutionnaires et insurrectionnelles.

La faute qui permit au gouvernement lors des premières arrestations de se saisir du plan des opérations des insurgés, entraîna pour eux la perte de toute l'initiative du déclenchement de l'insurrection et de toute possibilité d'action par surprise.

Pour les mêmes causes, un facteur de cette importance : la simultanéité dans le déclenchement de l'insurrection qui contraignit l'ennemi au combat, au même moment dans tous les points, donc à la dispersion de ses forces, ne fut pas exploité par les insurgés.

Le tableau suivant révèle ce manque de coïncidence :

Régions et Rayons	Date du début de l'insurrection (Septembre)	Date de la fin de l'insurrection (Septembre)	Durée (Jours)
BULGARIE CENTRALE			
NOVAIA-ZAGORA.....	19	21	3
STARAI-A-ZAGORA.....	20	22	3
KAZANLIK.....	20	23	4
TCHIRPAN.....	20	24	5
PEROUCHTCHITSA.....	19	22	4
BULGARIE ORIENTALE			
BOURGAS.....	21	24	4
NOVI-BAZAR.....	23	25	3
BULGARIE DU NORD-OUEST			
ORIEKHOVO.....	23	26	4
LOM-PALANKA.....	23	26	4
FERDINANDOVO.....	21	29	9

Cette situation fut largement utilisée par le gouvernement. Il transporta aux points les plus menacés les forces des points en relative sécurité. Tel fut le cas de la Bulgarie du Nord-Ouest où il concentra toutes ses forces disponibles au fur et à mesure que ses succès dans les autres régions les libérait.

Pour mettre davantage en relief la possibilité qu'avaient les insurgés de prolonger la lutte, et la situation difficile du gouvernement, analysons les forces armées gouvernementales, leur dislocation dans le pays et leur participation aux opérations.

Les forces armées totales sur lesquelles comptait le gouvernement peuvent s'évaluer à 73.000 (Armée, Gendarmerie, Garde-frontières 33.000). Mais en fait il n'eut que 45.000 hommes disponibles, dont il faut retrancher tous les services auxiliaires, garde-frontières restant aux frontières, gardes des moyens de communication, des arsenaux, dépôts, etc., les garnisons renforcées dans toutes les villes. Le chiffre réel utilisable effectivement atteint seulement alors 15 à 20.000. Tenant compte que le tableau ci-dessous excepte les fascistes, les Macédoniens et les garde-frontières, on remarque que toutes les forces gouvernementales disponibles furent lancées dans le combat :

Régions	Forces totales de combat		
	sur place	Renforts amenés	Total
BULGARIE CENTRALE.....	3.210	1.550	4.760
BULGARIE ORIENTALE.....	1.550	600	2.150
BULGARIE DU NORD-OUEST.....	1.300	5.800	7.100
	6.060	7.950	14.010

Il est évident que si l'insurrection, même à intensité égale, eut été simultanée, l'adversaire se trouvait sans réserves et aurait dû se servir des forces des régions en effervescence, des garnisons, etc., facilitant ainsi singulièrement la tâche des insurgés.

Quant à la direction des opérations pendant l'insurrection même, elle fit défaut. Mais la plupart des causes étaient d'ordre objectif : grandes distances, faible développement des réseaux de communications et des liaisons, brièveté de l'insurrection.

La première étape de l'insurrection doit toujours de préférence du point de vue du commandement être décentralisée. Une sévère centralisation ne fait que tuer toute initiative à la base. Ceci ne veut nullement dire que la centralisation doive être totalement absente, mais elle doit se borner à l'élaboration du plan général d'action, à la répartition des forces, à de brèves et rares directives concernant l'idée générale des opérations, l'information réciproque des groupes en lutte, etc. Tout le reste revient à l'initiative de la base. Sa large manifestation, sa diversité neutralisent les avantages des adversaires en armements, chefs, préparation militaire.

Toutes ces fautes et omissions prédéterminent l'issue de l'insurrection quelles que soient les actions tactiques des insurgés.

Les fautes tactiques

Dans les actions des détachements insurrectionnels, à de petites exceptions près, la manœuvre fit défaut. L'attaque de front dominait, de même les réserves furent toujours absentes.

Sous Ferdinandovo, le 22 septembre, les actions des insurgés furent marquées par plus de souplesse et les conduisirent à des succès.

La direction pendant le combat fut faible pour de multiples causes : faiblesse d'organisation, insuffisance de la préparation militaire, peu de compétence des chefs.

Comme conséquences : assignation défectueuse des tâches, dispersion des forces et possibilité pour l'ennemi de battre l'insurrection de proche en proche.

La supériorité de l'organisation, de la préparation, de l'armement et du corps des officiers caractérise les forces adverses. Mais, par contre, leurs qualités morales — exception faite des détachements de volontaires — sont notablement inférieures à celles des insurgés.

De telles caractéristiques se retrouvent d'ailleurs toujours, et dans tous les cas, pour les forces armées de l'insurrection et du gouvernement : l'infériorité des troupes insurrectionnelles peut être partiellement compensée par la préparation minutieuse de l'insurrection, l'exactitude de la tactique et la valeur morale des combattants.

Une propagande intense dans l'armée longtemps avant le déclenchement de l'insurrection suscite la désagrégation des forces gouvernementales. Au début de l'insurrection, la guerre de partisans, qui provoquera la dispersion des forces contre-révolutionnaires, sera la plus favorable.

En effet, les détachements isolés sont moins dans la main du gouvernement, plus influençables à l'issue des luttes, plus sensibles à la propagande révolutionnaire.

En outre, la destruction des voies de communication et des liaisons, des dépôts, etc., affaiblit la direction ennemie et, partant, son influence sur ses troupes.

A souligner aussi le peu d'énergie dans la conduite de l'attaque : fréquemment, arrêts des détachements insurrectionnels pour attendre les directives pour le repos ou d'autres motifs. Et l'adversaire a le temps de se ressaisir et de préparer sa défense.

Après des combats victorieux, les insurgés s'abstiennent de poursuivre l'ennemi qui se replie sans être inquiété, se réorganise, et soudainement repasse à l'offensive. Exemple : Retraite des troupes du gouvernement après les combats sous Berkovitza.

De grandes fautes furent commises au sujet du signal des attaques des villes qui, dans la plupart des cas, ne servit qu'à prévenir l'ennemi.

Ainsi, à Staraiia-Zagora et Kazanlik. Le signal donné sur le terrain de l'ennemi risque de n'être pas perçu par les détachements insurrectionnels intéressés.

D'une façon générale, donner un signal simple et hors de l'atteinte de l'ennemi.

La sous-évaluation du rôle des voies ferrées (Kazanlik, Vratsa) en laisse la maîtrise à l'ennemi qui effectue commodément ses transports de troupes. On peut affirmer qu'il y eut de la part des insurgés une totale incompréhension de l'importance des voies ferrées, puisqu'aucune tentative sérieuse de les couper (destruction des ponts, aiguillages, stations, etc.) ne fut faite.

Ajoutons à cela la faiblesse du corps des chefs, leur ignorance de la direction des combats, surtout dans les villes, et le caractère précaire des actions tactiques des insurgés s'explique aisément.

Leur héroïsme, leur opiniâtreté, leur abnégation valurent ça et là des succès partiels. Pour la victoire définitive, la préparation et la direction qui mettront en valeur les qualités des insurgés sont indispensables.

Questions d'Organisation

Dans la direction — les Comités révolutionnaires —, l'absence de répartition des rôles et l'insuffisance numérique explique que leur rôle se soit limité au lancement de l'ordre de déclenchement de l'insurrection et d'assignation des toutes premières tâches. Par la suite les détachements agissent indépendamment, nuisant ainsi, dans nombre de cas, à l'action générale.

La structure des détachements est multiple. Ce n'est que sur la fin de l'insurrection qu'un essai d'introduire l'organisation de l'armée régulière est tenté. Cette question de l'organisation est très importante parce qu'elle implique une division et une répartition des tâches indispensables en raison de leur nombre, quand est déclenchée l'insurrection.

Même dans les questions d'armement et de munitions, les insurgés furent joués par l'ennemi. Les armes trouvées dans les dépôts étaient inutilisables, les culasses se trouvaient cachées dans d'autres dépôts que les fusils.

Plus aigüe encore était la question des munitions. En effet, les insurgés non armés sont utilisables à divers travaux : service sanitaire, fortifications, approvisionnements, liaison, etc., en même temps qu'ils constituent des réserves pour le remplacement des tués et blessés. Mais le manque de munitions equivaut au désarmement de l'insurrection. La question des munitions est, de ce fait, l'une des plus importantes et doit être examinée très sérieusement.

Dans les territoires pris par l'insurrection, restèrent les fonctionnaires gouvernementaux qui sabotaient toutes les mesures prises par le nouveau pouvoir. La préparation de l'insurrection comporte donc la prévision du remplacement des fonctionnaires par de nouveaux, favorables à la Révolution.

Problème assez difficile à résoudre, les forces actives étant toutes engagées dans la lutte. Mais il reste pour cela les femmes, les invalides et les éléments hors d'âge pour le combat. Dans ces conditions seulement la mobilisation des hommes et des ressources sera effective et la lutte contre les adversaires de classes : fascistes et organisations militaires bourgeoises, efficace.

Il est certain que les problèmes d'organisation — notamment de l'organisation de l'arrière — avaient été très insuffisamment prévus et étudiés.

Conclusions générales

En Septembre 1923, la situation est caractérisée d'une part par l'augmentation de l'assurance de la bourgeoisie au lendemain de son succès de juin et l'unité de tous les partis bourgeois et petit-bourgeois autour du gouvernement réactionnaire, de l'autre, par le désarroi des masses laborieuses et la perte de leur confiance en leurs chefs.

Moment par conséquent défavorable à l'insurrection, qui n'a pu se déclancher que sous la provocation du gouvernement, sûr du succès.

Et l'inanité et le mensonge de l'accusation portée par la bourgeoisie internationale contre le Parti Communiste Bulgare d'avoir organisé, préparé, conduit une « aventure » se trouvent de ce fait suffisamment démontrés.

Le défaut de préparation politique, la sous-estimation du côté purement militaire de la préparation de l'insurrection sont les causes essentielles de sa défaite en Septembre 1923. D'elle, se dégage trois enseignements particulièrement intéressants :

1° Dans la prévision des forces adverses, les révolutionnaires doivent, maintenant, outre l'appareil d'oppression gouvernemental, faire rentrer le fascisme, instrument de lutte du capital contre les masses laborieuses. Et l'entrée du fascisme dans l'arène de l'Histoire intègre dans la guerre civile presque toutes les couches sociales.

De ce fait, s'imposent de nouvelles corrections dans la tactique de la lutte révolutionnaire, dans l'organisation des forces armées insurrectionnelles.

2° Comme l'a souligné à maintes reprises Lénine, même en pays agricole, la victoire définitive est impossible par la seule action des masses paysannes, elle requiert l'action concertée des paysans et des masses laborieuses des villes sous la conduite du prolétariat.

3° Sans une préparation sérieuse, sans juste estimation de l'importance du côté purement militaire de cette préparation, tout mouvement insurrectionnel est voué à la défaite, quels que soient l'enthousiasme, l'acharnement et l'opiniâtreté.

Les paysans et les ouvriers bulgares furent vaincus. Mais les enseignements de leur lutte aux masses laborieuses restent.

Et Lénine écrivait (Juillet 1908 — Les matières inflammables dans la politique mondiale) : « L'école de la guerre civile ne va pas pour les peuples sans dommages. C'est une dure école dont le cours complet comporte inévitablement des victoires de la contre-révolution, des châtiments sauvages des factieux par le vieux pouvoir, etc. Cette école enseigne aux classes opprimées la conduite de la guerre civile, elle enseigne la Révolution victorieuse. »

Errata

Nous recevons de notre camarade Jean Valdiér la note suivante : « Dans mon article « Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » (*Militant Rouge*, n° 9, page 172), j'ai remarqué quelques grosses coquilles qui déforment ma pensée et qui peuvent donner lieu à de fausses interprétations :

1° Dans le chapitre intitulé : « Nécessité d'une organisation illégal se pose », lire « la question du travail légal ou illégal se pose ».

2° Au 3° alinéa, ligne 9 du chapitre, au lieu de « un parti légal », lire « un parti légaliste ».

3° Au 4° alinéa, ligne 11 du chapitre, au lieu de « l'augmentation des effectifs du parti », lire « l'augmentation des effectifs d'un tel parti ».

« On ne saurait en effet confondre un parti légal avec un parti légaliste. Ce dernier est caractérisé par le fait qu'il n'utilise et ne préconise que les moyens légaux; toutes les formes et moyens révolutionnaires de lutte sont par lui écartés. Par conséquent, un tel parti rejette la Révolution et ne peut que collaborer avec la bourgeoisie.

Jean VALDIÉR.

Une Révolte de Paysans en 1849⁽¹⁾

Un exemple du rayonnement de la Révolution de 1848 en province (Région de Montluçon). Portraits suggestifs des chefs de l'émeute. Les causes immédiates du mouvement : sa préparation idéologique et technique. L'insurrection. Les causes de son échec.

Les événements révolutionnaires qui marquèrent les années 1848 et suivantes eurent en province une profonde répercussion et orientèrent de nombreux paysans dans la voie du socialisme et de l'insurrection.

Alors qu'à Paris, le vieil idéal socialiste-communiste, mal dégagé de ses formes utopiques, cherchait son expression concrète, sa tactique appropriée et se heurtait, sans d'ailleurs parvenir à les résoudre, aux difficultés politiques et économiques que lui créait l'organisation de la production, les idées nouvelles projetées par l'explosion révolutionnaire pénétraient en province et s'y développaient, à la façon de ces graines qu'une éruption volcanique envoie à des centaines de lieues, sans les détruire.

La doctrine socialiste et la théorie révolutionnaire furent accueillies avec un enthousiasme profond et réfléchi par une élite de paysans qui voyaient enfin formulées en un corps de doctrine solide et résistant les notions qu'eux-mêmes cherchaient à exprimer. Ces paysans apportèrent à l'étude de la question sociale la même ténacité, le même courage patient qui les anime lorsqu'ils défrichent une lande. Ainsi se formèrent d'eux-même des cadres d'agitateurs et de doctrinaires paysans qui surent conserver pour eux-mêmes et pour leur entourage la foi dans la Révolution.

A chaque page de notre histoire contemporaine se révèle l'action anonyme de ces paysans d'avant-garde. Lorsque l'échec économique du gouvernement de 48 détermina une réaction violente contre le socialisme, c'est leur influence permanente qui contribua à endiguer, et dans la mesure du possible, à neutraliser le flot montant des brochures, journaux, chromos, etc., dont la réaction inondait les campagnes. C'est autour d'eux que se cristallisa — dans les départements — la résistance au coup d'Etat du 2 décembre 1851.

L'épisode que nous rapportons ici (les faits locaux sont dus à M. Ernest Montusès et ont été publiés par la *Voix Paysanne*) a pour théâtre l'arrondissement de Montluçon (Allier) et plus particulièrement le groupe formé par les communes de Nocq, Courçais et la Chapelaude. Il se situe après les élections législatives de mai 1849 et semble être le prolongement logique de la journée du 13 juin qui mit aux prises, sur les boulevards, le peuple de Paris et les soldats de Changarnier.

Les Meneurs

...Attachantes figures de paysans affranchis qui ont su conquérir l'estime et la confiance de ceux qui les entourent et par là ont rendu possible un large mouvement populaire. Jetons un coup d'œil rapide sur la situation politique : C'est en mai 1849. L'Assemblée Constituante touche à la fin de sa carrière. Depuis cinq mois, Louis-Napoléon est président de la République, grâce à une propagande intense et habile qui l'a rendu sympathique dans tous les milieux. C'est ainsi que les paysans et les vieux soldats ont voté pour « le neveu de l'empereur », alors que les ouvriers voyaient en lui l'auteur de brochures socialistes et se laissaient prendre à la formule insidieuse de l'empereur-républicain. Ce qui n'empêchait point légitimistes et orléanistes de voter pour lui parce qu'ils espéraient, sous son nom et pendant sa présidence préparer le rétablissement de la monarchie.

On sait que vers la fin de la Constituante, les défiances de l'Assemblée se portaient à nouveau sur le Président. L'intervention armée du général Oudinot en Italie causait un certain malaise. Et voici qu'un « Comité de la Rue de Poitiers », composé d'éléments notoirement conservateurs, prépare les élections du 28 mai pour l'Assemblée législative... Une multitude de brochures sont répandues dans les campagnes, remplies d'attaques violentes contre les républicains et contre les socialistes. On les accuse de vouloir détruire l'ordre, la propriété, la famille : Voici quelques-unes de ces brochures dont les titres sont suffisamment suggestifs et laissent deviner le contenu :

Dieu le voudra !

A bas la folie révolutionnaire et sociale !

Le petit manuel du paysan électeur.

Lettre d'un maire de village à ses administrés.

Les partageux, etc., etc.

On conçoit l'effet désastreux produit par cette propagande réactionnaire là où n'existent pas quelques cerveaux solides pour les neutraliser. Il en existe dans ce coin de l'Allier :

Voici Fargin-Fayolle, dit Sommerat. Hier encore, cultivateur aisé, il vit maintenant au jour le jour pour avoir largement ouvert sa maison à tous. N'est-il pas socialiste ?... Dans la suite, le procureur général traça de lui ce portrait : « Doué de moyens naturels, d'un esprit vif, d'un cœur bon et généreux au milieu de son dénuement, il s'est exclusivement dévoué à la politique et a poussé l'ardeur de son opinion jusqu'au plus dangereux fanatisme. Son empire sur les personnes qui le connaissent est tel qu'il est parvenu à exercer la domination la plus complète sur les membres des municipalités voisines... »

Voici Vincent, dit Bizet, second de Sommerat. Lui aussi est cultivateur au village de Boussac. L'hospitalité libérale, qu'à l'exemple de Sommerat, il dispense à tous les vaincus de la vie ne tarde pas à dissiper le faible patrimoine dont il avait hérité. Bizet a reçu les leçons de Pierre Leroux, représentant de la Creuse, et il est devenu un des adeptes les plus ardents de sa doctrine.

Celui-ci est Louis Pailheret, 19 ans. Son père était un cultivateur illettré auquel la révolution de février a conféré les fonctions de maire de la commune de Courçais. L'acte d'accusation s'exprime ainsi à l'égard de Louis Pailheret : « Par suite des fonctions de son père, il a reçu une instruction au-dessus de sa fortune et de sa position sociale... Sous le titre modeste de secrétaire de mairie, il a acquis une certaine importance, s'est successivement intégré dans les actes de l'Administration, en a exercé ostensiblement tous les pouvoirs. Il s'est surtout occupé d'une espèce de propagande politique, etc. »

Voici, enfin, un garçon meunier de 17 ans, Anatole Prévost, surnommé Pierre Leroux. Le rapport de police en parle en ces termes : « Au milieu des travaux manuels auxquels son état l'oblige à se soumettre, il occupe toutes les facultés de son intelligence à l'étude des matières politiques. »

Son emprise est telle que l'accusation le considère comme « l'un des auteurs les plus habiles du crime contre la tranquillité des classes opulentes. De mauvaises lectures ont semé dans son esprit des germes de désordre et corrompu ses heureux penchants... ». En effet, une perquisition a fait découvrir, entre les sacs de farine et les instruments d'agriculture, ces livres évidemment pernicieux :

Le Journal de la Réforme (organe des Montagnards).

Lettre de Joigneaux aux paysans.

Lettres de la Cour et du Parlement (de Lamennais).

La propriété (de Proudhon).

Discours de Ledru-Rollin et Félix Pyat.

Histoire populaire de la Révolution de 93 (de Cabet).

Telles sont les personnalités énergiques qui impulsent les paysans et les ouvriers agricoles dans l'arrondissement de Montluçon.

L'Assemblée législative - Menace de coup d'état

Les manœuvres du Comité de la Rue de Poitiers produisirent l'effet qu'il était logique d'en attendre. La majorité de l'Assemblée législative fut antirépublicaine. Présidée par Dupin, elle comprenait 750 membres dont 200 seulement étaient catalogués républicains. L'opposition, que l'on appelait la Montagne, était dirigée par Ledru-Rollin. Au sens parlementaire du mot, elle était impuissante, et les dangers d'un rétablissement monarchique se précisaient avec la présence de Changarnier, maintenu à la tête de l'armée de Paris et de la Garde Nationale de la Seine. Sans doute les Montagnards se proposaient-ils de soulever de larges masses pour appuyer un nouveau gouvernement que Ledru-Rollin se proposait d'installer à Paris, à la place de Louis-Napoléon Bonaparte et d'Odilon Barot. L'offensive d'Oudinot contre la République romaine sera le prétexte d'une intervention parlementaire. L'Assemblée, après un discours d'Odilon Barot repousse la proposition des Montagnards. Le 13 juin, les Montagnards descendent dans la rue et se heurtent aux soldats de Changarnier. L'émeute a échoué, les Rouges croyaient au succès ; le 13 était la date prévue et depuis longtemps Sommerat entretenait des relations suivies avec la Montagne.

La préparation

Un tel mouvement ne s'improvise pas. Sommerat et ses compagnons le préparèrent longuement. Propagande verbale pour commencer, car **il importe de gagner la confiance et de créer l'état d'esprit désirable dans la population** qu'ils se proposent d'entraîner. Nous avons indiqué plus haut quelle confiance ces meneurs inspirent et dans quelle estime on les tient. Un paysan, accusé d'avoir sonné le tocsin, déclara au cours du procès : « On a confiance dans Sommerat. Il nous a dit que ça allait changer et que les riches paieraient. Je ne suis pas bien fin, mais j'ai compris que ça serait meilleur et j'ai sonné pour ça... »

Dans les derniers jours, l'idée principale développée est celle-ci : « Vous avez été pauvres assez longtemps... vous ne paierez plus d'impôts... il faut que soient restitués les 45 centimes et le milliard des émigrés !... »

Puis les mots d'ordre prennent un caractère plus combatif : « Guerre aux riches; haine aux blancs; plus de bourgeois !... »

En certains endroits, **on a posé des papillons** ainsi rédigés « Attachons les blancs à l'Arbre de la Liberté ! »

Enfin, des proclamations pressantes sont apportées par Sommerat, recopiées par Pailheret à de nombreux exemplaires, affichées dans les villages et les clairières, lues à haute voix sur les places publiques au cours de réunions nocturnes. Elles commencent par ces mots :

« Levez-vous, frères des campagnes... »

Sommerat ne négligea pas la question importante de l'armement. Sa maison était devenue le véritable quartier général de l'émeute. Il y possédait une chambre secrète dans laquelle il rassembla le plus de munitions qu'il lui fut possible de trouver. Le maître de postes fournit même de la poudre et des balles.

Le 13 juin, date à laquelle le combat décisif doit se livrer dans les rues de Paris, Sommerat, Pailheret, Bizet, Leroux peuvent envisager la situation avec confiance, parce qu'en vérité, tout a été prévu pour le succès.

L'Émeute

Le plan était simple et hardi à la fois. Il s'agit de rassembler tous les paysans déjà acquis à l'insurrection, de les armer, de marcher sur Montluçon en entraînant les hésitants, puis de marcher sur Paris pour apporter aux Montagnards l'appui de la province et défendre la République.

Dans la nuit du 14 au 15, **et sans qu'aucun symptôme précurseur eut pu faire pressentir cet événement et donner l'éveil à la bourgeoisie**, le tocsin sonne simultanément à Nocq, à Courçais, à la Chapelaude. Obéissant à ce signal, les paysans se lèvent. Ceux qui ne sont **pas au courant font de même et se joignent aux premiers**, parce que l'état d'esprit est créé. Des rassemblements se forment. Des colonnes d'hommes armés de fourches, de faux, de dards, de pioches ne tardent pas à s'ébranler et à parcourir la campagne afin de recueillir les recrues qu'elles pourraient faire en route.

De l'aveu même du Procureur général qui instruisit l'affaire, ces masses, dont le mouvement stratégique avait été calculé avec beaucoup d'intelligence, devaient se réunir en un point central, un ténement inculte appelé le « Brande des Mottes », elles devaient ensuite, dit l'accusation, se rabattre sur le chef-lieu de canton, puis d'arrondissement. Le 15 au matin, les mouvements prévus s'effectuaient. Sommerat forme d'abord une première colonne à la Chapelaude et la conduit au point de concentration, puis il monte à cheval, retourne à Nocq avec quelques partisans, s'empare de deux fusils chez le curé de la localité et entraîne les paysans à la Brande des Mottes.

De son côté, Bizet forme une deuxième colonne à Boussac et rallie la Brande des Mottes en passant par Saint-Cernin. A 10 heures du matin, près de 900 bûcherons et valets de ferme se trouvaient rassemblés et prêts à marcher sur Montluçon. La bourgeoisie de la région s'affola et s'en fut au chef-lieu chercher des secours. A Montluçon, on bat la générale, on organise la garde nationale, les vieux canons du château sont braqués sur la campagne. Aucun choc n'eut lieu.

Des agents de liaison venaient en effet d'arriver, porteurs de fâcheuses nouvelles. Sommerat fut informé de l'échec des Montagnards, le 13 juin à Paris. Le bruit courait même que son propre père, le représentant Fargin-Fayolle, avait été arrêté avec un groupe de députés de la Montagne. Un flottement se produisit. Vincent, de Boussac, plaça des sentinelles pour empêcher des défections de se produire. Le maire d'Hurcil insinua qu'il fallait retourner chacun chez soi... peu après, les fâcheuses nouvelles recevaient confirmation. Que pouvaient dès lors le millier de fourches paysannes... Les chefs eux-mêmes conseillèrent de se disperser.

Répression

Peu après, des poursuites étaient ordonnées, des arrestations eurent lieu; une longue instruction commença... Ils étaient quarante inculpés.

D'abord convoqués devant les assises de l'Allier pour y répondre des crimes prévus et punis par les articles 87 et 91 du Code pénal, ils furent renvoyés devant le jury du Puy-de-Dôme que l'on croyait, en haut lieu, être plus sûr.

Le procès eut lieu à Riom, après cinq mois d'emprisonnement. Il dura douze jours et il ne fallut pas moins de deux heures et demie pour lire les pièces de l'accusation.

Le jury de Riom (onze blouses et une redingote) reconnut les siens dans ces accusés, dont un journal blanc doit remarquer la parfaite tenue et l'énergique empreinte de leurs physionomies. Le vendredi 30 novembre 1849, à 5 heures du soir, un verdict d'acquiescement général était rendu.

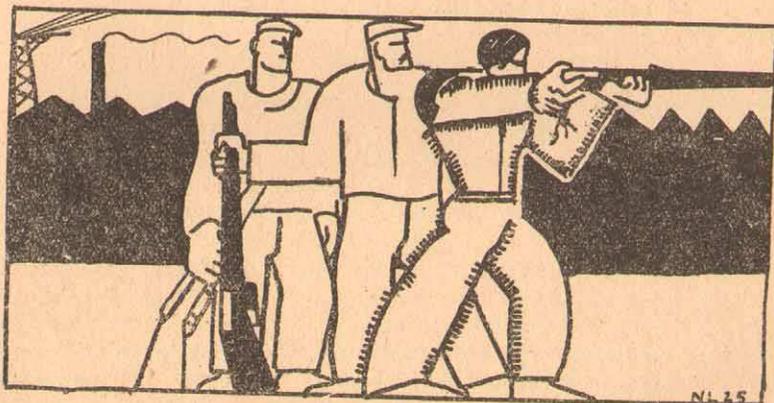
Conclusion

Ce mouvement qui n'eut pas de suite n'en est pas moins remarquable à plusieurs égards : 1° par la sérieuse préparation idéologique que Sommerat et ses compagnons avaient donnée aux paysans de leur canton. Il convient de souligner la conquête, qu'il surent mener à bien, des postes responsables dans l'organisation bourgeoise; 2° par la parfaite

organisation qui leur permit en une nuit et sans que l'attention de la bourgeoisie fut éveillée, d'opérer en un point donné la concentration d'un millier de paysans ; 3° par la liaison qui exista (et l'on peut imaginer dans quelles conditions !) entre les compagnons de Sommerat et les députés de l'opposition à Paris.

Une lacune importante qu'il importe de signaler, encore que nous n'ayons aucune précision à ce sujet, est l'insuffisance de l'armement. On conçoit que ni Sommerat, ni ceux qui le suivirent, n'eurent intérêt à révéler les dépôts d'armes qu'ils pouvaient avoir en leur possession. A en juger selon les apparences, les moyens de défense et d'attaque étaient faibles et réduits à eux-mêmes, les paysans eussent été vaincus.

On remarquera également — pour s'en étonner — le défaut d'organisation du prolétariat de Montluçon, sans aucune liaison avec les paysans révolutionnaires des environs. L'union des ouvriers et des paysans n'apparaissait pas encore comme une nécessité et l'organisation simultanée de toutes les catégories du prolétariat, à des fins d'action communes, ne pouvait évidemment pas être envisagée à l'époque où Sommerat, Bizet, Pailheret, Leroux et leurs compagnons tenaient leurs premiers « conseils » révolutionnaires, dans les plaines de Montluçon.



LARISSA REISSNER

Hambourg sur la Barricade

Dans les grandes villes une insurrection passe sans laisser de traces. Il faut une révolution grande et victorieuse pour que les traces des dévastations, leurs blessures héroïques, les trous blancs des balles sur les murs criblés par le feu des mitrailleuses restent visibles quelques années.

Au bout de deux ou trois jours, de deux ou trois semaines, le bref souvenir du combat dans les rues disparaît avec les lambeaux d'affiches déchirées par une pointe de baïonnette que les averse sales ont délavés, souvenir des pavés entassés, des arbres qui tels des ponts étaient jetés au travers du fleuve des rues et du torrent des ruelles.

Les portes des prisons se referment derrière les coupables ; ceux qui prirent part à une insurrection, rejetés par les fabriques, sont forcés d'aller chercher du travail dans une autre ville ou dans un quartier éloigné, se tapissent dans des recoins lointains et inconnus, les femmes se taisent, les enfants mentent dans la peur constante des questions trop aimables d'une « mouche », et la légende des jours de l'insurrection s'efface, est oubliée, couverte par le bruit de la circulation reprise et du travail qui recommence. Dans les usines de nouvelles équipes d'ouvriers se mettent aux établis délaissés, chuchotent quelque temps des noms et des coups qui furent particulièrement réussis puis cela cesse aussi à son tour.

Les ouvriers n'ont pas d'histoire dans les cadres de l'Etat bourgeois, la liste de leur héros est dressée par le conseil de guerre et le concierge d'usine appartenant à un syndicat menchéviste. Après la victoire par les armes, la bourgeoisie essaie d'étouffer dans l'oubli le souvenir odieux du danger auquel elle vient d'échapper.

Plus d'un an a déjà passé depuis l'insurrection de Hambourg. Mais, fait singulier, son souvenir ne veut pas céder, quoique les traces des barricades soient soigneusement effacées, que les trains passent paisiblement sur les remblais et les viaducs qui servirent à la défense ou à l'attaque et que les mouettes s'y reposent à nouveau.

Trois bouchers du conseil de guerre envoient automatiquement en toute hâte, en prison, ceux qui prirent part aux combats dans les rues. Les médecins et gardes-chiourme ont déjà renvoyé depuis longtemps aux parents les cadavres défigurés par les brutalités à en être méconnaissables. Mais le souvenir de l'Octobre follement audacieux ne veut pas céder devant la vie de tous les jours. Dans la vieille ville hanséatique de Hambourg il n'y a pas un marchand de vin, pas une réunion d'ouvriers, pas une famille ouvrière où les noms des insurgés ne soient nommés avec fierté, où on ne parle avec un respect involontaire des scènes qui se passèrent dans les rues des faubourgs.

Ce qui explique l'opiniâtreté avec laquelle le prolétariat du bord de la mer garde vivant le souvenir des journées d'octobre, c'est que l'insurrection ne fut vaincue ni militairement, ni politiquement, ni moralement. Il n'est pas resté dans la masse la profonde amertume d'une défaite.

Le processus révolutionnaire qui jeta en octobre les masses sur les barricades continua cependant à se développer, lorsque le 24 toute la police et la garde noire des 100 de la division maritime furent mobilisées. Il ne cessa pas plus lorsque le 26 des masses compactes de police, des milliers et des milliers de cavaliers et de fantassins et une foule d'autos blindées purent enfin entrer dans les faubourgs révolutionnaires que les centuries ouvrières avaient déjà abandonnés volontairement quelques heures auparavant. Au contraire, ce mouvement qui éclata en octobre, qui fut maître, durant soixante heures de la ville, qui battit l'adversaire sur tous les points où il osa passer à l'offensive contre les barricades habilement dressées, ce mouvement qui ne coûta que dix morts aux ouvriers, mais des douzaines de morts et de blessés à la police et à la troupe, ce mouvement a su retirer ses combattants en ordre et sans hâte, sauver et cacher leurs armes, mettre les blessés en lieu sûr, bref, il s'est retiré méthodiquement, s'est caché dans des repaires illégaux pour se dresser de nouveau au premier appel de la révolution allemande.

Ce mouvement révolutionnaire n'a pas pris naissance en octobre, mais en août de l'année précédente, alors qu'Hambourg devint le théâtre de luttes opiniâtres et irritées pour les salaires, pour les huit heures, pour les salaires-or, pour une foule de revendications non seulement économiques, mais aussi purement politiques telles que : gouvernement ouvrier, contrôle de la production, etc. Ces luttes syndicales étaient accompagnées de grèves et d'éruptions impétueuses de la haine révolutionnaire croissante ; des magasins de vivres furent saccagés, les briseurs de grève malmenés sans pitié, la police reçut des coups à l'occasion. Les ouvriers de Hambourg se sont tout particulièrement distingués durant ces mois. Du reste les femmes d'un grand port sont en général beaucoup plus indépendantes et ont une maturité politique beaucoup plus grande que leurs camarades femmes de la plupart des centres industriels de l'Allemagne. Ce furent elles qui empêchèrent en août 1922 leurs maris de reprendre le travail dans les chantiers maritimes en grève. Ni les baïonnettes de la police, ni les groupes d'ouvriers découragés et prêts à accepter toutes les conditions des patrons ne furent capables de repousser du tunnel de l'Elbe la chaîne vivante de ces femmes et de la briser. Une de ces rencontres se termina par le désarmement et la correction d'un détachement de police et de son lieutenant qui dût payer son commandement d'un bain dans les eaux froides et sales de l'Elbe.

Commencé en août, ce mouvement ne s'est pas terminé par une débâcle comme l'annonce la bourgeoisie à qui veut l'entendre ; il ne fut pas non plus une brillante démonstration des forces militaires de toute l'Allemagne ; ce mouvement ne se terminera que par une victoire ou une défaite de toute la classe ouvrière allemande. C'est dans ce développement continu, dans cette croissance constante et persévérante caractérisant les camarades de Hambourg qu'existe la différence entre l'insurrection armée et le **putsch** politique.

Le **putsch** n'a ni passé ni avenir ; il est soit une victoire définitive, (1) soit une défaite irréparable et sans espoir. Lorsqu'une révolution est forte et dirigée par un parti puissant et capable de combattre, elle peut se retirer sur ses positions, tendre à nouveau ses ressorts, reprendre des forces après l'essai le plus désespéré d'éruption. Tandis que lorsque le prolétariat est faible, non habitué à la lutte politique et non endurci, il vit dans l'espoir d'un coup rapide, d'un déclenchement sanglant et violent, mais il est incapable d'une tension soutenue. Peu importe que ce coup rapide doive coûter les plus grands efforts et une hécatombe, les masses sans cohésion et mal organisées seront prêtes à tout, si elles savent qu'il y a une grande chance pour la victoire complète et finale. Mais si pour une raison quelconque cet essai de prendre le pouvoir échoue, ces masses se désagrègent, se détachent de toute organisation et renforcent leur défaite par une autocritique rageuse. Au contraire les troupes régulières de masses politiquement mûres rentrent après l'assaut dans leurs anciennes tranchées du « temps de paix » et sont capables de recommencer le siège lent et ennuyeux, le travail souterrain de la lutte illégale et les petites escarmouches quotidiennes. Aussi bien par le processus politique qui l'a précédé que, et surtout, par le travail excellent qui fut fait dans les jours et les semaines qui suivirent immédiatement sa liquidation, l'insurrection de Hambourg nous donne un exemple classique d'une insurrection réellement révolutionnaire qui a préparé la plus intéressante des stratégies du combat dans les rues et une retraite absolument idéale et qui a laissé dans la masse le sentiment d'une supériorité incontestable sur l'ennemi et la conscience d'une victoire morale.

Nous parlerons plus loin du triste rôle joué, dans les journées d'octobre, par la bureaucratie syndicale et son aile droite. La fédération de l'« Unité républicaine », garde de corps du menchévisme, a ouvertement pris les fonctions de la police dans les quartiers tranquilles et ainsi permis à celle-ci de concentrer ses forces sur la répression à Hamm et à Schiffbeck. Nous y reviendrons plus loin et ne le mentionnons ici que comme la **conséquence** de tous ces faits guerriers de la social-démocratie, qui fut que des cartes d'adhérents déchirées s'accumulèrent en monceaux devant les portes de ses bureaux d'inscription. J'ai eu l'occasion de prendre part à une réunion d'une section de la fédération du Bâtiment qui prit la résolution de sortir de la fédération (ils étaient huit cents) et de fonder une association autonome. Parmi ces travailleurs il y en avait d'âgés, dont un certain nombre sans-parti, maîtres dans la corporation, ne souffrant en aucune façon de la misère et qui avaient payé leur cotisation depuis des dizaines d'années.

Dans cette réunion, de vieux ouvriers réclamaient d'une voix étouffée par la colère une rupture immédiate et complète avec les « pontifes ». Un communiste n'aurait pu avoir plus de haine pour le vieux parti ni ressentir plus fortement sa débâcle. En vain les membres du parti communiste essayaient de détourner l'assemblée de l'intention de « s'établir à leur compte », c'est en vain qu'ils cherchaient à les persuader de révolutionner les syndicats en formant à l'intérieur de ceux-ci

(1) Nous ne sommes pas d'accord avec cette appréciation, le putsch dément, par sa définition même la possibilité d'une victoire *définitive*. (N. D. L. R.)

une forte opposition dont l'influence aille en s'affermissant et qui soit finalement capable de renverser les chefs et de gagner l'organisation à soi, qui, de même qu'une île de corail, demanda des années pour se constituer.

Le parti et les masses qui le suivent se sont infiniment consolidés non seulement intérieurement mais aussi extérieurement. Leur activité n'est pas affaiblie malgré les nombreuses arrestations (du reste ce n'est pas durant l'insurrection que la plupart eurent lieu, mais après celle-ci, par suite de dénonciations volontaires de la part d'ouvriers et de petits bourgeois, membres du parti social-démocrate). Bien au contraire, tous les murs de Hambourg, tous les monuments politiques sont recouverts d'inscriptions ineffaçables ; à tous les carrefours vous lisez l'inscription : « Le parti communiste vit. On ne peut pas l'interdire ».

La Chambre a voté la « loi d'autorisation », le général Seeckt a réuni tout le pouvoir dans ses mains, la dictature blanche a anéanti les derniers restes des pauvres petites libertés qu'accordaient les lois ouvrières, et, malgré tout, les parois des baraques où les chômeurs viennent se faire inscrire sont tapissées de haut en bas de papillons communistes. Comme des flocons de neige ils entrent en tourbillon dans toutes les réunions du parti social-démocrate, couvrent les murailles des marchands de vin et les vitres des tramways et du métro. Les femmes des quartiers éloignés, dont toute la population masculine est « en route », c'est-à-dire a fui ou est en prison, réclament l'envoi d'affiches et de tracts et si elles se plaignent de quelque chose, ce n'est que du manque d'un journal communiste bon marché. Tout cela ressemble si peu à une défaite que les juges des conseils de guerre cherchent à modérer les jugements sous la pression menaçante des masses taciturnes. Les condamnés s'en vont dans les forteresses ou aux travaux forcés avec la fierté et la tranquillité de vainqueurs et la sûreté inébranlable que la Révolution interrompra leurs cinq, sept ou dix ans de prison. Ils s'en vont avec une dérision condescendante pour les lois de l'Etat bourgeois, la brutalité lâche de sa police et la solidité des murailles de ses prisons. Cette foi ne peut pas tromper.

Mais pourquoi tout le pays n'a-t-il pas aidé l'insurrection hambourgeoise ?

Durant les journées d'octobre toute l'Allemagne était divisée en deux camps adverses qui attendaient le signal d'attaque. La Saxe était déjà encombrée de police et de troupe. Ainsi un des plus importants centres de la révolution cessait d'exister. De nombreux groupes de sans-travail remplissaient encore les rues nocturnes de Dresde, mais derrière eux, à côté d'eux et devant eux se pavanaient les troupes armées, provocantes et arrogantes de la Reichswehr.

Au même moment, à Hambourg, une conférence d'ouvriers des chantiers maritimes de Hambourg, Lübeck, Stettin, Brême et Wilhelmshaven exigeaient la déclaration immédiate de la grève générale ; ce n'était qu'avec peine que les chefs réussissaient à obtenir un délai de quelques jours pour la grève générale ; la conférence ouvrière de Chemnitz refusait la grève générale à cause de l'influence social-démocrate. La Saxe était déjà étranglée et le prolétariat, trahi au dernier moment par les social-démocrates de gauche, évitait la rencontre.

Berlin ! Qui a vu Berlin dans les jours d'octobre se rappelle certainement le singulier sentiment de mécontentement — j'aimerais presque dire d'ambiguïté — qui formait le trait fondamental de sa tension révolutionnaire. Femmes et sans-travail donnaient aux rues leur caractère. D'alertes garçons vagabondaient autour des queues devant les boulangeries et les boucheries et sifflaient l'Internationale. La chute du mark, l'allocation ridiculement minime aux chômeurs, aux invalides et aux veuves de guerre et l'exploitation éhontée du travail, les prix exorbitants de tous les articles de consommation usuels, la ruine de la petite bourgeoisie, la conduite effrontée de la « grande coalition », la saignée de la Ruhr, les repréailles des Français, les tours d'adresse des capitalistes allemands que la presse a rendu publics, c'étaient autant de signes indubitables de l'imminence d'une révolution. Les autos des riches évitaient déjà les faubourgs ; la situation de la police était telle qu'elle n'intervenait plus trop sévèrement aux pillages des boulangeries ; en dehors de la ville grondait déjà l'artillerie que l'on rapprochait des usines en grève ; le tapage des camions chargés de police n'apaisait point la rage de la foule mais l'excitait encore plus.

Et à côté de ça, d'énormes masses d'ouvriers entièrement passives toujours attachées à la social-démocratie, de larges couches de prolétaires embourgeoisés se cachant derrière le dos des sans-travail et des communistes et se cramponnant avidement à leur morceau de pain, à leur cher foyer, à leur livre de margarine, malgré qu'il leur faille travailler pour cette margarine tant d'heures. Une majorité d'êtres lâches, criards et haineux, prêts à attendre chez eux avec une tasse de mauvais café et l'organe social-démocrate à la main pendant quelques jours, en toute tranquillité, que la fusillade ait cessé dans les rues, qu'on ait emporté les morts et les blessés et qu'un bolchévik, un Ludendorff ou un Seeckt — peu importe — ait jeté en prison les vaincus et pris le pouvoir. A côté d'une avant-garde extrêmement active, une majorité décomposée, pourrie et indécise, toujours prête, en cas d'échec naturellement, à trahir les communistes combattants.

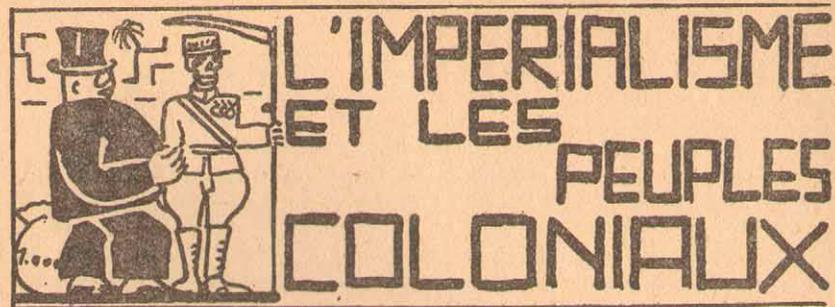
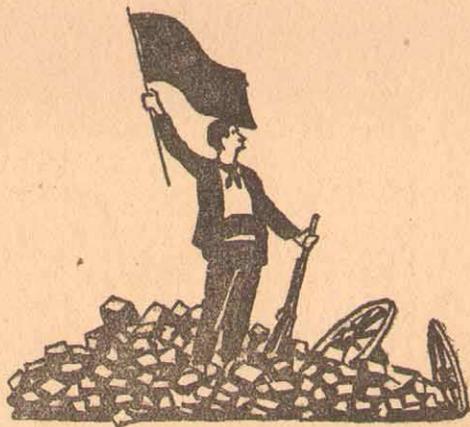
A Berlin comme à Hambourg (exception faite de quelques quartiers exclusivement ouvriers) le prolétariat révolutionnaire se serait vu forcé d'aller à la bataille contre la police et les troupes du général Seeckt entièrement isolé, sans secours actif de la part des larges masses, sans espoir d'aide et peut-être, également comme à Hambourg, presque sans armes.

Néanmoins l'insurrection entreprise à Hambourg dans les mêmes ou presque dans les mêmes conditions, ne s'est non seulement pas terminée par une défaite mais bien au contraire obtint des résultats vraiment étonnants. Il est vrai que par derrière il y avait l'Allemagne ouvrière tout entière, qui n'avait pas été vaincue en une bataille rangée par la contre-révolution et pouvait pour cette raison couvrir matériellement et moralement la retraite héroïque de son avant-garde hambourgeoise.

En tout cas le travail d'un parti victorieux ne consiste pas seulement à attendre fiévreusement la « dernière heure de la bourgeoisie », le moment historique où l'aiguille du temps, après quelques brèves oscillations déclanche automatiquement les premières secondes de l'ère communiste.

Dans un vieux conte allemand un vaillant chevalier passa sa vie entière dans une caverne enchantée à attendre qu'une goutte d'eau, naissant et augmentant petit à petit de volume à la pointe d'un stalactite, lui tombe enfin dans la bouche. Et toujours au dernier moment, une bagatelle quelconque, quelque bête incident l'empêchait de recueillir la goutte ardemment attendue, qui tombait ainsi inutilement dans le sable. Naturellement, le plus terrible n'était pas le moment de l'échec même, mais le temps mort et vide de l'attente déçue entre une goutte et la suivante.

A Hambourg on ne se comporta pas comme le chevalier et on n'attendit pas la bouche ouverte les eaux célestes. Ce qu'on a l'habitude de dénommer chez nous si excellemment « action » fait partie d'une forte chaîne de luttes continuelles, est lié aux maillons précédents et appuyé sur l'avenir, dont chaque jour, que ce soit un jour de victoire ou de défaite, s'écoule sous des augures qui écrasent le monde comme la masse d'un marteau à vapeur.



AU MAROC

LABAIROU

Situation militaire

Le front nord. — La comédie d'Oudjda, suivie de la mascarade militaire de mai, que l'on a qualifiée de grande victoire (1) pour rehausser le prestige militaire amoindri par ses échecs précédents, ne pouvaient, comme il était facile à prévoir, mettre fin à la guerre dans le Nord-Marocain. Si la plupart des tribus du Riff, désarmées par la reddition d'Abd el Krim, ont provisoirement mis bas les armes, le bloc berbère des Djebala, par contre, poursuit la lutte contre les impérialismes français et espagnol.

L'ossature de cette « tâche de dissidence » (2) dont la « pacification » reste à faire est formée à l'est par la chaîne du Riff à partir du **Djebel Immorout** qui donne naissance, sur le versant nord, à l'**Oued Ouringa** et sur le versant sud à l'**Oued Amrer**, affluent de l'Ouergha; à l'ouest : par le **Djebel Bou Hachem** qui constitue l'épine dorsale de la presqu'île de Tanger. A la jonction de ces deux chaînes montagneuses qui forment un angle largement ouvert vers la Méditerranée, se trouve la trouée de **Chechaouen**, lieu de passage faisant communiquer la plaine méditerranéenne à la plaine océanique du **Gharb**.

Sur les pentes de ces deux versants s'étagent les nombreuses tribus du bloc Djebala, pour la plupart insoumises et groupant plus de 300.000 habitants. On peut évaluer à près de 60.000 le nombre des guerriers qu'elles peuvent mettre sur pied.

(1) Il est presque inutile de préciser ici qu'il n'entre pas dans nos intentions de nier les avantages que les troupes françaises ont obtenu en certains points du front marocain : il est évident qu'au nord de Taza, la stabilisation relative de la situation militaire a permis de distraire de ce front des troupes qui ont été dirigées sur d'autres points ; il est également incontestable que les troupes françaises ont conquis au nord de l'Ouergha des positions qu'elles n'occupaient pas en 1924, avant l'ouverture des hostilités contre le Riff.

Mais il ne semble pas que ce soit là des avantages décisifs et qu'ils puissent justifier l'opinion générale qui se dégage de la presse bourgeoise, tendant à faire croire que l'affaire marocaine est désormais liquidée.

(2) Voir croquis N° 3.

La tribu des Khmès forme le noyau de la résistance ; elle est, pour les Djebala, ce que furent les Beni-Ouriagels pour les Riffains, elle jouit parmi les autres tribus d'une grosse influence et son chef, Moulay Ahmed Beggar, est l'animateur de tout le bloc. Cette situation privilégiée lui vient non pas de sa puissance numérique qui est relativement faible (27.000 habitants), mais surtout de sa position géographique ; à cheval sur la trouée de Chechaouen, elle est en liaison avec la plupart des autres tribus de la région, elle forme leur « pivot ». Elle lui vient aussi de ses traditions guerrières, « ils forment une race puissante de montagnards... et longtemps on n'a pu les entamer de vive force ».

Gravitant autour, il faut signaler comme les plus importants : les Ghomera avec ses neuf fractions et ses 107.000 âmes qui occupent la plaine méditerranéenne de l'oued Lau à l'oued Ouringa ; dans le Gharb, à l'est et au nord d'Ouezzan, les Gheraoua (25.000 habitants) et les Rhouna (12.000).

Jusqu'à la fin de juillet, les armées françaises et espagnoles n'agirent sur les Djebalas insoumis que par de simples « actions de détail » destinées à tâter le front. Convaincus que les événements de mai n'avaient en rien modifié la situation, sur ce point du front, une action commune fut décidée comme pour le front est. Dans une entrevue qui eut lieu à Tétouan, fin juillet, les généraux Boichut et Sanjurjo arrêtaient les grandes lignes de l'opération. Français et Espagnols devaient marcher simultanément sur Chechaouen. Nous retrouvons là l'une des phases du projet d'offensive de 1925, dont l'application fut différée par suite des difficultés rencontrées dans les autres secteurs. Le but de l'opération était de scinder les Djebala en deux tronçons qu'il serait ensuite facile à réduire séparément.

La réalisation de ce plan n'alla pas sans difficultés. La condition première de la réussite était la simultanéité de l'offensive à la fois dans le Nord par les Espagnols et dans le sud par les Français. Cette condition ne fut pas réalisée. Alors que les Espagnols occupaient Chechaouen le 13 août, les Français ne se mettaient en mouvement que le 25 août (2). Entre temps, les Djebala harcelaient les Espagnols et les encerclaient dans la ville. Comment expliquer ce « contre temps », sinon par la volonté des Français, après les déclarations de Primo de Rivera sur Tanger, de laisser leurs confrères s'empêtrer dans un nouvel Anual. De plus, les Français avaient une petite revanche à prendre sur le lâchage des Espagnols à Assi-Bou-Rokba, en octobre 1925 (3).

(2) L'offensive française partie d'Ouezzan pour nettoyer la région en direction de Chechaouen ne semble pas avoir donné les résultats escomptés : les tribus qui s'étaient soumises au passage des troupes reprennent à nouveau la lutte. On se bat sous les murs d'Ouezzan.

(3) Ces divergences franco-espagnoles auront, en s'accroissant, une plus grande répercussion sur les opérations militaires dans l'avenir ; Français et Espagnols ont une tendance toute naturelle à dresser les uns contre les autres les tribus Djebalas qui les séparent. De plus, l'importante position de Chechaouen est sans nul doute l'objet des convoitises de l'impérialisme français. Ce serait pour lui la porte ouverte vers la plaine méditerranéenne. Tous ses efforts tendent à éliminer les Espagnols par l'intermédiaire des tribus insoumises en bordure de la zone française.

Ce fut, en effet, ce qui se produisit, les Espagnols ne tinrent pas longtemps Chechaouen, encerclés de toute part, c'est à grand peine qu'ils purent s'ouvrir un passage vers la côte méditerranéenne.

Dans les secteurs centre et est, l'obédience n'est que relative : au nord de l'Ouergha les Beni-Ahmed et les Ktama, en bordure des Beni-Zeroual, continuent à harceler les postes français.

La situation sur le front nord est donc caractérisée par une grande activité franco-espagnole en vue de la « pacification » des Djebala et par un calme relatif sur l'Ouergha et dans le Riff. Les bruits persistants de l'évacuation des troupes espagnoles stimulent l'activité des tribus qui se préparent activement à intervenir au moment de ce large « décrochage ».

La Tache de Taza (4)

Elle occupe au sud de Taza l'extrémité N.-E. du Moyen Atlas. De forme ovale, son grand axe est orienté N.-E.-S.-W. Elle est limitée à l'W. et au N.-W. par l'oued Timoughoues, affluent du Melloulou, qui lui-même se jette dans la Moulouya puis, par une ligne qui réunit les postes de Souk-El-Bali, Aourirt, Aderj, Tchelerouaf, enfin par l'oued Guigou, entre Tizi-Adni et Nador ; à l'Est et au S.-E. elle est limitée par une ligne qui joint les postes de Thigarmin et de Tsiouaut, parallèlement à la Moulouya, puis par une ligne Tsiouaut, -Bou Arfa.

Elle dépasse dans sa plus grande longueur 100 kilomètres et atteint dans sa plus grande largeur 50 kilomètres.

A son extrémité inférieure, elle présente un étranglement qui réduit sa largeur à 15 kilomètres et qui la divise en deux tronçons, le massif du Tichoukt au sud et la grande Tache au nord. Cet étranglement est parcouru par l'oued Seghina.

Sa structure physique est très accidentée ; une arête principale qui épouse la direction de son grand axe la parcourt dans toute sa longueur, c'est dans la grande tache le **Djebel Bou Iblane** et la chaîne du Tichoukt dans la petite. A l'est de l'arête principale et parallèlement, la grande tache présente deux autres chaînes secondaires. Le **Beni Mousour** et l'oued **Bou Nsor** parcourent les deux vallées ainsi délimitées. En plusieurs points, l'altitude de ces chaînes dépasse 3.000 mètres ; elles sont couvertes en grande partie par des forêts de cèdres et de thuyas.

La tache de Taza est habitée par le bloc berbère des Beni Ouarain, dont les fractions les plus importantes sont les Marmoucha et les Aïf Tserouchen, en tout près de 100.000 habitants qui peuvent mettre en ligne près de 20.000 guerriers.

En 1923, les généraux Poymirau et Freydenberg procédaient à l'organisation autour de la tache d'un cercle de postes et préparaient des bases d'opération en vue d'une action de grande envergure fixée pour l'année 1924. Les opérations de 1924 dans le Riff reculèrent ce « programme ». En 1925, des opérations de détail furent entreprises, elles avaient pour but de séparer le massif du Tichoukt de la grande tache.

Les avantages obtenus dans le Riff permirent de diriger les effectifs rendus disponibles sur la tache de Taza.

(4) Voir croquis n° 4.

Le 26 juin, après un bombardement intense par avions et par l'artillerie de marine, huit bataillons (6.000 hommes) « enlevaient » le massif du Tichoukt. Restait la grande tâche. Le 14 juillet, une attaque concentrique fut déclanchée à la fois par le sud-ouest, le sud-est et le nord à l'aide de deux divisions et d'un groupement mixte, soit 16 à 18.000 hommes. Les communiqués officiels, volontairement confus, ne donnent sur cette opération que des indications vagues, incomplètes et contradictoires. Alors que la nouvelle offensive devait avoir pour objectif la réduction de la tâche, le communiqué du 18 juillet annonçait que le but poursuivi était de « balayer la zone de dissidence **la plus importante** (souligné par nous) et que l'objectif final était le plateau de **Meskedal** ». Les communiqués ultérieurs s'efforçaient de montrer les difficultés du terrain et du climat (tempêtes de sable !!! et siroco !!!), le mordant de l'ennemi supérieur aux Riffains. Sans doute le Meskedal a-t-il été pris, mais ce plateau est en bordure de la limite sud de la tâche, le détachement Prioux et la cavalerie de la 1^{re} division n'ont pu déboucher de la vallée de l'**Oued Chegg el Ard**. L'ensemble de ces faits semble indiquer que la « réduction » n'a guère avancé.

Ainsi l'impérialisme français se sera encore ici cassé les ongles devant l'énergique résistance des vaillants berbères; mais encore une fois aussi les ouvriers et les paysans français auront été dressés les armes à la main contre des paysans marocains, travailleurs comme eux; encore une fois ils auront ici agrandi les cimetières qui déjà, affirme la *France Militaire* « étaient plus grands que les postes ».

*
**

Indépendamment des fronts nord et de la tâche de Taza, une lutte sourde autant que tenace se poursuit dans le Moyen Atlas, à l'est de Marrakech, dans la région du Tadla (Ouaouirert Zaoui, Ahansal, Arzilal), sur le front sud, dans toute la portion du Grand Atlas, de Demnat à Agadir; enfin dans la région du Tafilalet, autour de Bou Denib.

Conclusions

1° Tout le Maroc montagneux est en état de dissidence, soit ouverte (Djebala, tâche de Taza, sud du Moyen Atlas, Grand Atlas, Tafilalet), soit sourde (Riff, Ouergha).

2° Le maintien des résultats acquis ne pourra se faire qu'avec un corps d'occupation de 200 à 250.000 hommes. La réduction des effectifs à 50.000 hommes (59 bataillons, 33 batteries) au 1^{er} janvier 1927 sera le signal de la reprise de la lutte.

3° Le Maroc continue à être un cancer au flanc de l'impérialisme français.

Le prolétariat français qui paie de son sang et de son travail (de nouveaux millions ont été accordés par décret pour la continuation de la « pacification ») cette expédition criminelle, doit plus que jamais être vigilant et se tenir prêt à utiliser une situation qui ne peut que s'aggraver, d'autant plus qu'à la précarité de l'occupation militaire viennent s'ajouter des complications internationales.

Situation politique

Au milieu des compétitions internationales la « paix africaine » est loin d'être réalisée. L'accord franco-espagnol signé le 13 juillet 1926 n'a pas été élaboré sans difficultés, l'Espagne semble ne pas y avoir obtenu ce qu'elle escomptait, aussi l'accord italo-espagnol survenu quelques jours après peut-il apparaître à juste titre comme une réplique de la diplomatie espagnole, réplique immédiatement suivie de menaces se traduisant par la revendication bruyante de Tanger.

Il est clair pour tout le monde que cette manifestation marque un nouveau jalon dans le développement de la politique impérialiste de l'Italie, qu'elle développait hier avec la complicité de l'Angleterre en Abyssinie, aujourd'hui avec la complicité de l'Espagne au Maroc.

A cette question est également liée la position de l'Espagne dans la S. D. N. Jusqu'à présent elle a réclamé en vain un siège permanent au Conseil, sa revendication de Tanger peut être considérée comme un chantage, surtout vis-à-vis de l'Angleterre qui est la première intéressée sur la question de Tanger en raison de sa situation importante sur la route des Indes.

L'impérialisme français, de son côté, ne peut voir sans une certaine inquiétude l'Italie ajouter à ses prétentions sur la Tunisie, voir s'ajouter des ambitions sur l'autre extrémité de l'Afrique du Nord. Que va-t-il sortir de ces heurts d'intérêts entre impérialismes? A coup sûr rien de bon pour le prolétariat.



La Chine rénovée

Au lendemain de la Révolution, l'Europe face à la nouvelle situation politique en Chine. Les partis politiques. Signification sociale.

L'Europe avancée, civilisée, ne prend aucun intérêt à la rénovation de la Chine. 400 millions d'Asiatiques ont conquis la liberté, se sont éveillés à la vie politique. Le quart de la population du globe s'est relevé de sa torpeur et s'est élancé vers la lumière, le mouvement, la lutte.

L'Europe civilisée n'en a cure. Jusqu'à présent même la république française n'a pas encore reconnu officiellement la république chinoise ! On va bientôt saisir de cette question la Chambre des Députés.

Comment expliquer cette indifférence de l'Europe ? Par le fait que l'Occident tout entier est dominé par la bourgeoisie impérialiste, aux trois quarts pourrie, prête à vendre sa « civilisation » au premier aventurier venu pour quelques mesures de « rigueur » contre les ouvriers ou pour des bénéfices lui rapportant cinq kopeks de plus par rouble. Cette bourgeoisie envisage la Chine comme une partie de la proie que les Japonais, les Anglais, les Allemands, etc... vont sans nul doute s'arracher, après la « douce étreinte » de la Mongolie par la Russie.

Cependant la rénovation de la Chine va son train. En ce moment viennent de commencer les élections au parlement, le premier parlement de l'ancien empire du despotisme. La Chambre basse sera composée de 600 membres, le « Sénat » de 274.

Le droit électoral n'est ni universel ni direct. Ne sont électeurs que les citoyens âgés de plus de 21 ans et habitant depuis deux ans au moins dans leur secteur électoral, s'ils paient des contributions directes s'élevant à deux roubles environ ou si leurs biens ont une valeur de 500 roubles environ. On élit d'abord les électeurs au second degré qui, à leur tour, élisent les députés.

Ce genre de droit électoral révèle suffisamment l'alliance de la paysannerie aisée et de la bourgeoisie et l'absence ou l'impuissance complète du prolétariat.

Le caractère des partis politiques de la Chine corrobore ce fait. Il existe trois grands partis :

1° Le parti « radical-socialiste » qui, en réalité, ne comporte pas plus de socialistes que le parti de nos « socialistes nationaux » (et que les 9/10 des « socialistes-révolutionnaires »).

C'est le parti de la **démocratie** petite-bourgeoise. Ses principales revendications se ramènent à l'unité politique de la Chine, au développement du commerce et de l'industrie « dans le sens

social » (phrase aussi nébuleuse que le « principe du travail » et l'« égalitarisme » de nos populistes et s-r.), au maintien de la paix.

2° Le deuxième parti est constitué par les libéraux. Ils sont alliés au parti « radical-socialiste » et forment à eux deux le « parti national ». Selon toutes probabilités, ce parti aura la majorité au premier parlement chinois. Son chef est le célèbre docteur Sun-Yat-Sen. Il est en ce moment fort occupé par l'élaboration d'un réseau ferroviaire immense (à noter que les populistes russes : Sun-Yat-Sen s'est voué à cette tâche afin d'éviter à la Chine le sort du capitalisme).

3° Le troisième parti s'intitule l'« union républicaine » et peut être considéré comme un exemple de la duperie des étiquettes en politique ! En réalité c'est un parti conservateur s'appuyant principalement sur les fonctionnaires, les propriétaires fonciers, les bourgeois de la Chine septentrionale, c'est-à-dire de la partie la plus arriérée de la Chine. Quant au « parti national » il représente surtout le sud de la Chine, plus industriel, plus avancé, plus développé.

La grande masse paysanne constitue le principal appui du « parti national », dont les chefs sont des intellectuels élevés à l'étranger.

La liberté chinoise a été conquise par l'alliance de la démocratie paysanne et de la bourgeoisie libérale. A eux seuls, sans être guidés par le parti du prolétariat, les paysans sauront-ils se maintenir sur leur position démocratique contre les libéraux qui attendent le moment opportun pour se jeter à droite ? C'est ce que nous verrons très prochainement.

Article écrit en novembre 1912.

Souscriptions

Liste N° 573

Lambert 1 fr., Bouillon Robert 1 fr. 50, René Jean 1 fr., Leclerc Henri 1 fr., Dumas Pierre 0 fr. 75, Un sympathisant 2 fr., Un groupe de G. D. A. 15 fr. 75, Robert L. 5 fr., Lechantre 1 fr., Petit Paul 1 fr. 50, Rousseau Albert 2 fr., Robineau Antoine 1 fr., Un pionnier 0 fr. 50, Leroy Emile 2 fr., Pierre et Paul 5 fr., Un antifaciste 3 fr., G. L. 1 fr. 50, Lefèvre Jean 1 fr., Salomé Jean 0 fr. 25, L'œil de Moscou 2 fr. 50, Albert Bruyère 2 fr., Mon apéro 1 fr., Robespierre 1 fr. 50, En avant 2 fr., U. S. F. I. O. antifaciste 1 fr. 75, Vive la Révolution 5 fr., Guinard Paul 2 fr., Martin Jean 1 fr., Arthur et Loulou 3 fr. 50, Spatchini 1 fr. 25, Primo de Rivera 1 fr., Un cheminot 2 fr.

Liste N° 571

René Bar 1 fr., Guillaume 0 fr. 50, Guilain 10 fr., Colin 2 fr., Monier M. 2 fr., Lejarige 2 fr., Pontot 5 fr., Besson 1 fr., Jeanne Thibaut 1 fr., Anonyme 0 fr. 50, Un araciste 3 fr. 50, Ali 1 fr., Van Cleff 1 fr., Dromigny 2 fr., Dubois 1 fr., Dombret Emile 2 fr., Carré 2 fr., Lacaze 10 fr., Deux combattants rouges 20 fr.

Liste N° 564

Duval 1 fr. 50, André Creil 3 fr. 50, Raymond 10 fr., Priout 10 fr., Bélot Faudry Nord 5 fr., Frère, frais Palaiseau 3 fr. 50, Delposo, frais Palaiseau 16 fr. 85.

Liste N° 856

Kein 5 fr., A bas Mussolini ! 2 fr., Limbourg 1 fr., Girard 1 fr., Un T. C. R. P. 2 fr., Le veilleur de nuit 1 fr. 25, Les copains du 20° 10 fr., Moreau 2 fr., Peffer 1 fr., Jeanne M... 1 fr. 50, Lucienne T... 1 fr. 50, Monté 5 fr., Paul Legrand 2 fr., Toto 1 fr., L. R. Joinville 1 fr. 50, Un mutilé 1 fr., Fontaine H.i 2 fr., Letort, 1 fr., Stand de Meudon 32 fr. 75, Achmed 1 fr. 50, Poutet E. 2 fr., U. G. D. A. 1 fr., Marcel et Jeanne 5 fr., Albertini 2 fr., Bouju Robert 1 fr. 50, Cassagne 1 fr., Un espérantiste 5 fr., Albérac Maurice 2 fr., J. Maudeux 1 fr. 50, Stium 1 fr., Odette 1 fr., Charpentier 2 fr., Lacroix 5 fr., La Faucille 2 fr. 50, Le Marteau 2 fr. 50, Sauvanel 1 fr., Casério 2 fr., Rambersart 1 fr. 50.

Total	308,35
Total des listes précédentes	1.752,70
Total général	2.061,05

A nos Lecteurs

L'augmentation du prix du papier, des frais d'impression et des taxes postales accroissent de jour en jour nos difficultés financières. Nous ne pouvons songer à augmenter le prix de notre numéro qui est déjà trop élevé pour la bourse d'un ouvrier. Il nous faut trouver d'autres moyens. L'abonnement en est un, il nous assure un fonds de roulement et réduit nos charges de diffusion. Nous faisons donc appel à tous nos camarades pour recueillir autour d'eux de nouveaux abonnés.

SOUSCRIPTIONS

C'est un autre moyen de nous permettre de boucler notre budget. Jusqu'à ce jour un grand nombre de nos camarades ont répondu à nos appels. Nous demandons à ceux qui ne l'ont pas encore fait de nous envoyer leur obole et de nous retourner, bien garnies, les listes de souscription qu'ils détiennent.

COLLABORATION

Trop peu de lecteurs collaborent à notre revue qui doit, avant tout, être le fruit d'un travail collectif. La collaboration peut se réaliser par l'envoi d'études sur l'histoire des insurrections locales, sur les grèves, sur le mouvement fasciste régional, par l'envoi de documents, de renseignements qui nous permettront d'améliorer le contenu de notre revue.

: L'ÉDUCATRICE
16, Cour des Petites-Écurie
PARIS - X



SOMMAIRE DES NUMÉROS 7, 8 ET 9

Notes politiques (LA RÉDACTION). — Salut à la Commune (CLOVIS HUGUES). —
Vive la Commune (CAMÉLINAT).

Histoire.

Chronologie. — La Commune en Province (JULES GUESDE). — La Commune et
les Paysans (STEPANOV). — Paris pendant la Commune (LISSAGARAY). —
Vive la Commune (PAUL VAILLANT-COUTURIER).

Les leçons.

La Commune et le Marxisme.

Deux lettres à Kugelmann (KARL MARX). — Les leçons de la Commune (LÉNINE).
— La Commune et la Terreur (L. TROTSKY).

Les enseignements militaires de l'insurrection.

Le Commandement militaire de la Commune (JEAN VALDIER). — Les fautes
stratégiques et tactiques (LABAIROU).

Notes politiques (LA RÉDACTION).

Marxisme et Insurrections.

Les journées de Juin 1848 (KARL MARX). — Les organisations de défense prolé-
tarienne (J. VALDIER). — Discipline prolétarienne (LABAIROU). — La Révolte
(E. VERHAEREN).

Histoire des Insurrections Prolétariennes.

Les Jacqueries au XIV^e siècle (J. ESNAULT). — L'insurrection bulgare de 1923
(suite) (G. LAGRANGE).

L'Impérialisme et les peuples coloniaux.

En Chine (A. CEVAER). — Au Maroc (LABAIROU).

Le Fascisme.

L'organisation du fascisme en Allemagne (JACQUES DUCLOS).

Dzerjinski (BORIS VOLINE). — Notes politiques (LA RÉDACTION).

La Guerre de 1914-1918 (Histoire)

L'action des anciens combattants (HENRI BARRUSSE). — Jean Jaurès (LA RÉDA-
TION). — Ce qu'a coûté la guerre (E. VANCA). — La propagande dans l'armée
allemande pendant la guerre (XXX). — Chronologie (XXX). — Les trois cons-
crits (PAUL VAILLANT-COUTURIER).

Le Marxisme et la guerre

La propagande antimilitariste de la social-démocratie (N. LÉNINE). — Le prolé-
tariat et les menaces de guerre (LABAIROU). — Transformation de la guerre
impérialiste en guerre civile (JEAN VALDIER).



Le Gérant, JOLLIVET.